

## **Présentation de l'étude et profil des exploitations**

## **Impact de la perte de l'ICHN sur le revenu disponible**

## **Synthèse des réflexions engagées par les agriculteurs**

## **Préconisations pour la suite de la démarche**



# SOMMAIRE

TABLES DES ILLUSTRATION .....	4
Présentation de l'étude et profil des exploitations .....	6
Contexte .....	7
Echantillon .....	7
Impact de la perte de l'ICHN sur le revenu disponible .....	8
Méthode .....	8
Résultats .....	9
Synthèse des réflexions engagées par les agriculteurs.....	10
Evolution des systèmes de production .....	10
Diversification de la valeur ajoutée .....	11
Action sur la main d'œuvre.....	12
Développement d'énergies renouvelables .....	12
Mesures Agro-Environnementales et Climatiques .....	13
Réduction de l'activité agricole.....	13
Exploitations sans modification .....	14
Freins exprimés.....	14
Conclusion .....	15
Préconisations pour la suite de la démarche.....	15
Plan d'Adaptation Stratégique.....	15
Réponse Structurelle .....	15
Soutien conjoncturel.....	16
Transmissibilité .....	17
Exploitations en difficulté .....	17
Conclusion .....	17
Annexe 1 : Modèle de Pré-diagnostic.....	18
Annexe 2 : Proposition d'accompagnement.....	25
Annexe 3 : Conclusions des pré-diagnostic.....	27



## TABLES DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Réalisation par organisme habilité .....	7
Figure 2 : Repérage des exploitations selon le revenu disponible post-ICHN .....	7
Figure 3 : Données relatives au foncier des exploitations diagnostiquées (ha) .....	8
Figure 4 : Part des exploitations diagnostiquées par production .....	8
Figure 5 : Impact de la perte de l'ICHN sur le revenu par actif non salarié .....	9
Figure 6 : Pistes de réflexion avancées par les exploitants pour compenser l'ICHN .....	10
Figure 7 : Evaluation du coût de la prise en charge intégrale des intérêts d'emprunts sur 5 ans pour 146 exploitations .....	16



# Présentation de l'étude et profil des exploitations

## Contexte

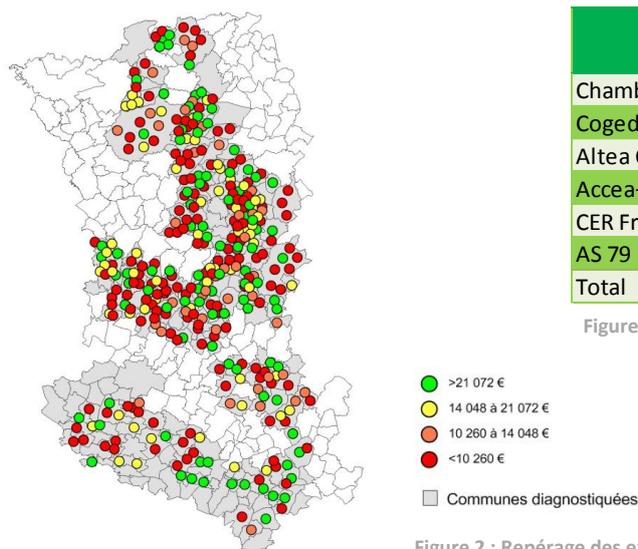
En réponse à l'adoption définitive fin 2018 de la nouvelle carte des zones défavorisées simples qui aboutit à la sortie du zonage de 165 communes des Deux-Sèvres, soit environ 1 100 exploitations, la Chambre d'Agriculture des Deux-Sèvres est chargée par la région Nouvelle-Aquitaine de piloter la réalisation de pré-diagnostic sur les exploitations concernées. L'objectif de ces pré-diagnostic<sup>1</sup> est d'évaluer l'impact économique de la perte de l'ICHN sur les exploitations et d'identifier les pistes envisagées ou envisageables par les agriculteurs pour adapter leurs exploitations et conserver des systèmes viables et rémunérateurs sur le long terme.

Le pré-diagnostic porte sur l'organisation de l'exploitation, les moyens humains, l'outil de production et les éléments économiques des trois dernières années. Il se conclut par un état des lieux de la situation de l'exploitation et de ses projets et une projection stratégique face à la perte de l'ICHN. La réalisation a été confiée, outre la Chambre d'Agriculture des Deux-Sèvres, à cinq centres de gestion du département : Accéa+, Altéa Conseil, AS79, CER France et Cogedis. Un potentiel a été évalué pour chaque acteur selon le nombre d'exploitations concernées affiliées. Le traitement global des données collectées est effectué par la Chambre d'Agriculture.

La réalisation des pré-diagnostic par différents organismes a entraîné des disparités dans la collecte des données qui peuvent impacter les résultats de l'étude. Ainsi, certains partenaires n'ont pas souhaité actualiser les données des exploitations par rapport à la dernière comptabilité produite, parfois âgée de 12 à 18 mois. Cet élément a un impact sur l'endettement remonté. De même, la consignation des emprunts privés liés à l'exploitation (rachat de parts sociales, foncier etc.) n'a pas été systématique au motif que ces éléments n'étaient pas présents dans les comptabilités et nécessitaient des recherches supplémentaires. Concernant la conclusion des études, la projection de l'exploitation n'est pas systématique et certains dossiers ne vont pas au-delà du constat de la situation présente.

## Echantillon

La campagne des pré-diagnostic a permis, sur 6 mois, de rencontrer 373 exploitations et de collecter 368 pré-diagnostic exploitables, soit 611 actifs agricoles non salariés. Les résultats exposés émanent donc de l'analyse de 33% des exploitations concernées, sur la base du volontariat parmi les 1 100 invitées à participer, et selon une répartition homogène sur le territoire concerné.



Organisme	Pré-diagnostic	Potentiels	Part du potentiel
Chambre d'Agriculture	130	263	49%
Cogedis	11	46	24%
Altea Conseil	43	79	54%
Accea+	27	97	28%
CER France	80	480	17%
AS 79	77	135	57%
Total	368	1100	33%

Figure 1 : Réalisation par organisme habilité

Le bovin allaitant est la production majoritaire sur les exploitations concernées. 41% des structures présentent plusieurs ateliers d'élevage et 60% d'entre elles cultivent une surface supérieure à 10ha pour la commercialisation de

<sup>1</sup> Modèle en Annexe 1

céréales. La surface moyenne est de 132ha, dont 36ha affectés à des cultures de vente et 32ha à des cultures destinées à l'alimentation des troupeaux de l'exploitation (autoconsommation). La moitié de la SAU couverte par les exploitations diagnostiquées est en prairies. Parmi les exploitants, 52 JA et 26 doubles actifs ont été diagnostiqués.

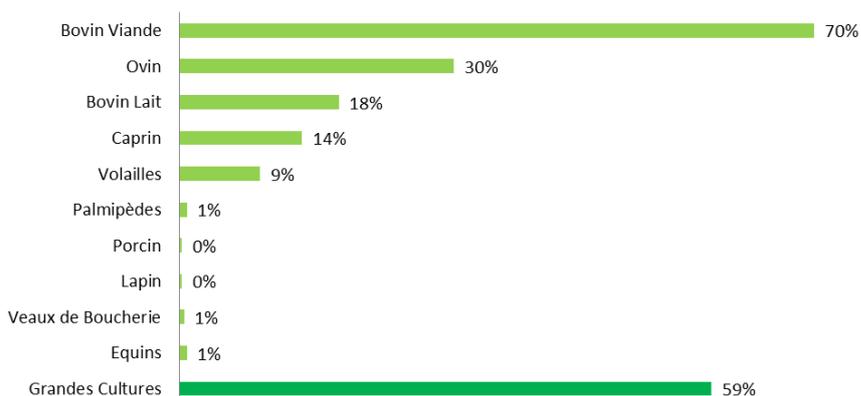


Figure 4 : Part des exploitations diagnostiquées par production

Répartition du foncier	
SAU totale	48 612 ha
dont propriété des exploitants	27%
dont surfaces commercialisées	27%
dont surfaces autoconsommées	24%
dont prairies	49%
SAU moyenne/exploitation	132 ha
SAU moyenne/actif non salarié	80 ha

Figure 3 : Données relatives au foncier des exploitations diagnostiquées (ha)

## Impact de la perte de l'ICHN sur le revenu disponible

### Méthode

L'étude des pré-diagnostic a porté sur l'évolution du niveau de revenu par actif non salarié des exploitations. Sont comptabilisés comme actifs non salariés les exploitants individuels, les associés et les conjoints collaborateurs n'ayant pas d'activité salariée.

Le revenu disponible par actif non salarié est défini comme suit :

### EBE – annuités de l'exploitation – annuités des emprunts privés

L'EBE retenu est une moyenne triennale retraitée de la rémunération des associés et des événements exceptionnels (changement de forme juridique, changement du système de production ...). Les annuités d'exploitation retenues sont les annuités 2019, capital et intérêts. L'absence de mise à jour par certains partenaires depuis la dernière clôture comptable (majoritairement des clôtures antérieures à juin 2018) peut entraîner un décalage. Les annuités des emprunts privés concernent uniquement les emprunts liés à l'exploitation, hors foncier qui est déjà pris en compte dans l'EBE par les charges de fermage. Les charges et produits financiers ne sont pas intégrés en raison de l'absence trop fréquente de ces données dans les pré-diagnostic. Cette formule ne tient pas compte d'une marge destinée à l'autofinancement d'une part des investissements.

Le niveau de revenu est réparti en quatre catégories :

- un revenu disponible supérieur à 1,5 SMIC agricole (proche du revenu médian de la population française) soit supérieur à 21 071€ annuels
- un revenu disponible compris entre 1 et 1,5 SMIC agricole, soit entre 14 450€ et 21 071€ annuels
- un revenu disponible compris entre le seuil de pauvreté (retenu à 50% du revenu médian) et 1 SMIC agricole, soit entre 10 260€ et 14 449€ annuel
- un revenu disponible inférieur au seuil de pauvreté, soit inférieur à 10 260€ annuels et pouvant être négatif

## Résultats

Le graphique suivant présente l'évolution du niveau de revenu sur les exploitations diagnostiquées avec et sans ICHN. Le niveau moyen d'ICHN est de 9 295€ par exploitation. Cette moyenne monte à 12 973€ pour les GAEC et diminue à 7 115€ pour les autres formes juridiques. L'impact de la transparence est important pour cette aide.

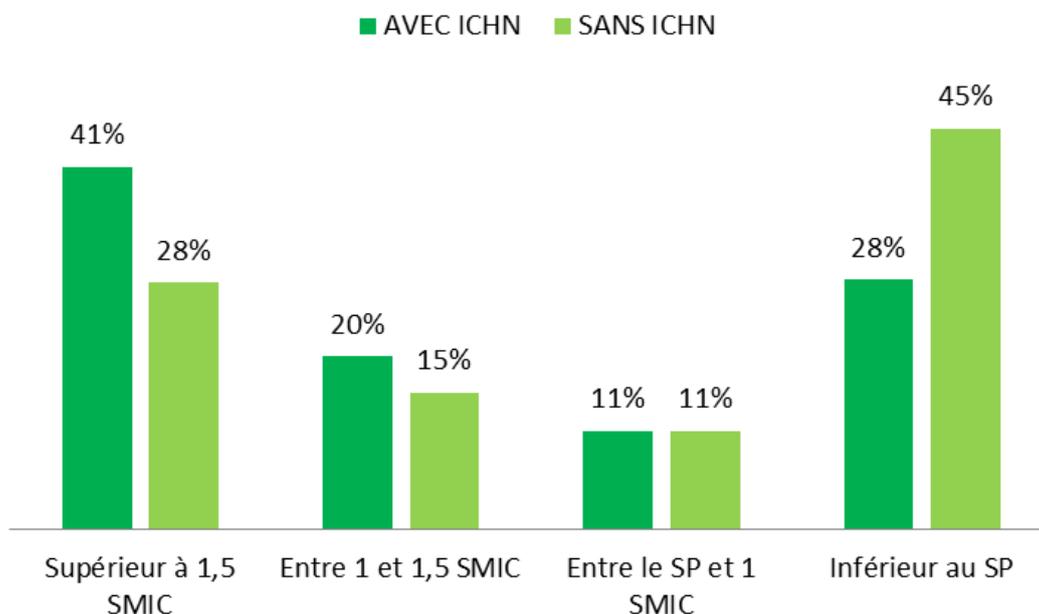


Figure 5 : Impact de la perte de l'ICHN sur le revenu par actif non salarié

Avec 28% d'agriculteurs sous le seuil de pauvreté dans la situation actuelle, l'échantillon se trouve proche des 25% du niveau national (chiffres INSEE 2015). Parmi ces exploitants, un tiers (soit environ 10% de l'échantillon total, 36 exploitations) se trouvent en dessous de zéro et ne parvient déjà plus à tenir leur système à l'équilibre. 41% des exploitants rencontrés ont un revenu supérieur à 1,5 SMIC, c'est-à-dire au-dessus de la médiane nationale. On observe une population globalement plus pauvre que la moyenne nationale.

La perte de l'ICHN entraîne une forte dégradation du niveau de revenu par actif non salarié avec le passage de 45% des exploitations sous le seuil de pauvreté. Parmi ces exploitations, 41% (soit environ 18% de l'échantillon total, 68 exploitations) se trouvent en dessous de zéro. La perte de l'ICHN double quasiment le nombre d'exploitations ne parvenant plus à l'équilibre. Seulement 28% de la population conserve un revenu supérieur au niveau médian national.

La perte de l'ICHN entraîne un fort déséquilibre structurel pour les exploitations deux-séviennes. La majorité des systèmes d'exploitation ne sont plus viables ou rémunérateurs et nécessitent une forte évolution que les mesures habituellement mises en œuvre pour les crises conjoncturelles ne suffiront pas à enclencher.

## Synthèse des réflexions engagées par les agriculteurs

La conclusion du pré-diagnostic a pour but de synthétiser les projets de l'exploitant et ses perspectives face à la perte de l'ICHN. Les verbatim recueillis<sup>2</sup> ont permis de distinguer six thèmes de réflexion. Pour chaque thème, plusieurs pistes ont été identifiées. Le tableau suivant présente les différentes pistes évoquées, classées par thème.

Thème	Piste	Exploitations /piste	Exploitations /thème	
Evolution des ateliers de production	Evolutions techniques	118		
	Création d'un élevage	24		
	Suppression d'un élevage	39		
	Accroissement cheptel	79	234	64%
	Diminution cheptel	44		
	Extension cultures de vente	30		
	Conversion Bio/Label	41		
Diversification de la valeur ajoutée	Circuits courts	36	41	11%
	Agritourisme	6		
Action sur la main d'œuvre	Diminution main d'œuvre	35	55	15%
	Augmentation main d'œuvre	20		
Développement d'énergies renouvelables	Photovoltaïque	102		
	Méthanisation	22	112	30%
	Eolien	9		
Contractualisation MAEC			114	31%
Réduction de l'activité agricole	Arrêt	20		
	Pré-retraite	14	67	18%
	Revenu extérieur salarié	23		
	Arrêt élevage	21		
Pas de modification			93	25%

Figure 6 : Pistes de réflexion avancées par les exploitants pour compenser l'ICHN

Une exploitation peut engager une réflexion sur plusieurs thèmes et plusieurs pistes, parfois de façon antagoniste. Par exemple, une exploitation a un important projet d'extension de son élevage avec la construction d'un nouveau bâtiment, si possible en photovoltaïque et une installation supplémentaire. Elle est donc identifiée dans « Accroissement cheptel », « Augmentation main d'œuvre » et « Photovoltaïque ». Ce projet a un coût important et dans le cas d'un refus de financement, le même exploitant prévoit l'arrêt de son élevage et conservera le foncier en production céréalière en parallèle d'une activité salarié. Il est donc également identifié dans « Arrêt élevage » et « Revenu extérieur salarié ».

### Evolution des systèmes de production

La majorité des réflexions se porte sur une évolution du système de production, avec près de deux tiers des exploitations qui envisagent une évolution dans leurs techniques de production au sein d'un atelier existant avec ou sans modification de taille. Les principales évolutions envisagées sont avancées dans une logique de réduction de charges pour limiter le risque face aux aléas et améliorer les marges. Ainsi, de nombreuses exploitations engagent une réflexion sur la maximisation de l'autoconsommation des produits d'exploitation. Menée à son terme, cette évolution pourra déboucher sur une modification des assolements, tant dans la part de SAU consacrée aux cultures autoconsommées qu'aux espèces et variétés mises en place. Ces évolutions doivent se coupler à une amélioration du suivi des performances du troupeau pour s'assurer de l'efficacité des mesures. A l'extrême des évolutions de

<sup>2</sup> Détail en annexe 3

pratiques, environ 10% des exploitants envisagent une conversion en agriculture biologique. L'échantillon contient 18 exploitations déjà engagées (mixte ou 100% bio), soit 5% des structures diagnostiquées. La conversion trouve deux facteurs limitants au sein de la population rencontrée :

- le manque de structuration de filières viande biologique, notamment en ovin et bovin
- l'absence de solution face aux aléas pouvant frapper les cultures et prairies (et mettre à mal la suffisance alimentaire de l'exploitation) et les troupeaux (maladie notamment)

La deuxième solution envisagée est la recherche d'augmentation de chiffre d'affaire par l'accroissement des troupeaux (principalement par croit interne) ou la création d'un élevage supplémentaire (souvent hors-sol). Dans le cas où l'exploitation compte plusieurs élevages, les phénomènes d'accroissement d'un cheptel sont parfois compensés par la diminution ou la suppression d'un autre cheptel. On assiste à un mouvement de spécialisation, souvent en bovin, au détriment de l'ovine qui entraînera plus de vulnérabilité face aux crises. Lorsqu'il n'y a pas de phénomène de compensation, il se pose une problématique de main d'œuvre puisqu'on augmente la charge de travail dans le but de maintenir un revenu, sur des structures pour lesquelles la main d'œuvre est déjà souvent limitée. Certaines exploitations poussent donc la réflexion d'une augmentation suffisante pour compenser la perte de l'ICHN et dégager un revenu supplémentaire pour un nouvel associé ou un salarié. Cette tendance va accroître le chargement et entraîne une plus grande vulnérabilité aux aléas pouvant impacter les stocks de fourrages (plutôt aléas climatiques) ou d'aliment (aléas climatiques pour l'autoconsommation, aléa prix pour les achats). L'accroissement et la spécialisation des exploitations au-delà de la capacité de la SAU entraîneront donc une augmentation du risque économique et social sur les structures.

Une trentaine d'exploitations envisage une spécialisation céréalière en conservant un élevage minimum. Ce choix se fera au détriment de la surface en prairie.

Les réflexions engagées sur l'évolution du système de production se font selon deux idées qui peuvent être antagonistes :

- L'amélioration de la marge en limitant les charges externes et en faisant évoluer la conduite du troupeau et des cultures. Cette idée nécessite une maîtrise technique très précise et un bon contrôle de performance pour valider l'efficacité des modifications apportées au système.
- L'augmentation du chiffre d'affaire en augmentant la production. Cette idée nécessite une main d'œuvre suffisante et une bonne sécurisation des stocks face aux aléas climatiques et prix des approvisionnements.

## Diversification de la valeur ajoutée

Les projets de diversification concernent principalement le développement d'un ou plusieurs débouchés en vente directe. Quelques exploitations ont évoqué des projets d'agritourisme mais de façon anecdotique. Cependant, ces exploitations mettent en avant les difficultés de développement engendrées par des normes très coûteuses.

Environ 10% des exploitations évoquent le développement d'un circuit court (vente directe ou avec un intermédiaire). Parmi ces exploitations, un tiers projettent de développer une activité en circuit court déjà existante sur la structure, un tiers engage un projet de diversification en circuit court et un tiers envisage une réflexion à moyen terme sur le sujet. Sur les 368 exploitations rencontrées, 12 structures, soit 3%, projettent la création d'un débouché en circuit court pour compenser la perte de l'ICHN.

Les mêmes limites sont évoquées sur toutes les exploitations pour mener à bien ces projets. La principale est l'importante mobilisation en main d'œuvre, l'embauche d'un salarié sur ce type d'atelier annulant la plus-value dégagée par rapport à un circuit long. La situation du département est également évoquée avec l'absence de grandes métropoles ou de tourisme de masse créant une clientèle adaptée. Enfin, ce type de diversification nécessite des compétences supplémentaires : il faut rester un bon producteur, sachant transformer et avec une fibre commerciale.

Les projets effectifs de création d'atelier en circuits courts sont peu nombreux dans notre échantillon. A ce jour, les conditions ne sont pas réunies pour que le développement de la commercialisation en circuits courts ne permette de compenser significativement la perte de l'ICHN.

## Action sur la main d'œuvre

La perte de l'ICHN, constituant un revenu net pour les exploitations, a un impact sur les évolutions de la main d'œuvre présente sur les exploitations.

Pour 35 exploitations, soit 9,5% de l'échantillon, cette perte conduira à une diminution de la main d'œuvre présente. La réflexion porte sur le licenciement ou le non remplacement de salariés et, surtout, sur le non remplacement d'associés sortants (départ en retraite principalement). Cet effet alourdira la problématique de main d'œuvre sur les exploitations et par extension les risques économiques (le système repose sur une seule personne) et social.

Pour une vingtaine des exploitations rencontrées, la réflexion porte sur une augmentation de la main d'œuvre, principalement par un recours au salariat dans une logique d'intensification et d'industrialisation de la production. Cet effet rejoint la réflexion d'agrandissement évoquée dans le premier paragraphe.

Sur les exploitations familiales tenues par plusieurs générations, les jeunes interrogés sur leurs prévisions au départ de la génération précédente évoquent plutôt un recours au salariat que la recherche d'un nouvel associé si il n'y a pas de candidat issu de la famille. Ils avancent l'inquiétude de mésentente sur le long terme et de divergence de vision.

Ces réflexions appuient la transformation d'un modèle agricole familial et patrimonial vers un système plus unipersonnel, extensif (dans un objectif d'autonomie) ou industriel.

## Développement d'énergies renouvelables

Le photovoltaïque, malgré la forte baisse de rentabilité du système, est vu comme une opportunité de dégager un revenu supplémentaire permettant de financer, même partiellement, les bâtiments nécessaires à l'exploitation. Ces projets vont répondre à une problématique de stockage, une nécessité de réfection de toiture ou s'inscrire dans un projet de développement de l'élevage nécessitant de nouveaux bâtiments. Dans ce dernier cas, de nombreuses exploitations expriment des inquiétudes sur l'impact éventuel des installations sur les animaux. La production d'une étude complète sur le sujet permettrait de faire avancer le développement, soit en rassurant les potentiels porteurs de projet, soit en évitant un futur scandale sur le bien-être animal et une détérioration des résultats techniques dans un contexte ne laissant pas place à l'erreur. Plusieurs exploitants mettent en avant l'intérêt de l'autoconsommation de l'électricité produite pour la production dans une optique de réduction des charges et d'autonomie énergétique. A ce titre, d'autres énergies renouvelables pourraient être envisagées comme le chauffage solaire pour les élevages hors-sol par exemple. Le développement du photovoltaïque est limité par le coût de raccordement et la longueur d'instruction des dossiers.

102 des 368 exploitations diagnostiquées évoquent un intérêt pour l'installation de panneaux photovoltaïques. Ce chiffre est à mettre en parallèle avec les 103 exploitations projetant un accroissement ou une création d'élevage.

Peu d'exploitations envisagent la méthanisation. Le système a mauvaise presse auprès des agriculteurs avec des projets collectifs dont l'aboutissement est difficile, une importante lourdeur administrative et un rendement pas toujours confirmé à la fin. Le développement de méthaniseurs individuels et l'assouplissement des normes permettraient de trouver plus de candidats. Pour les exploitations intéressées par ce type de projet, une vingtaine dans notre échantillon, le méthaniseur s'inscrit directement dans le système d'exploitation et répond la plupart du temps à une problématique de stockage des effluents et d'épandage (alors pris en charge par le méthaniseur).

Certaines exploitations pointent les difficultés rencontrées pour financer ces projets, notamment auprès des banques.

Le développement de l'éolien est anecdotique et indépendant de la volonté des exploitants. Les cas rencontrés sont des exploitants sollicités pour accueillir une éolienne. Ils mettent cependant en avant la lenteur des projets.

Le développement des énergies renouvelables n'est pas vu par les agriculteurs comme une nouvelle source de revenu remplaçant la production mais comme le moyen de répondre à une problématique dans le cadre du développement de leur exploitation.

## Mesures Agro-Environnementales et Climatiques

Les MAEC sont vues par nombre d'exploitations comme une alternative à l'ICHN. Cependant, les contraintes et les retards de paiements sont régulièrement pointés du doigt. Ainsi, 31% des exploitations diagnostiquées se disent prêtes à s'engager dans une contractualisation. Ces exploitations présentent des systèmes proches du cahier des charges d'une MAEC. Les agriculteurs sont néanmoins inquiets des contraintes, notamment en cas d'aléa sur l'exploitation.

La contractualisation de MAEC est principalement envisagée dans deux situations :

- lorsque le système ne présente pas d'opportunité d'évolution (situation détaillée plus loin)
- lorsque l'exploitant enclenche un projet visant à améliorer la viabilité du système. Dans ce deuxième cas, la MAEC est perçue comme un moyen de soutenir la trésorerie pendant la mise en place du projet, et si elle peut être renouvelée comme une marge de sécurité. 78 des 114 exploitations, soit 68%, se déclarent intéressées par la souscription d'une MAEC n'en ont pas à ce jour.

Un tiers des exploitations diagnostiquées ont une contractualisation MAEC en cours. La majorité s'inquiète de l'impact de la fin des contrats (souvent 2020 ou 2021) en plus de la perte de l'ICHN si il n'y a pas de renouvellement.

## Réduction de l'activité agricole

Une part non négligeable des exploitations diagnostiquées envisage une réduction ou un arrêt de leur activité agricole.

Sur les 20 exploitations envisageant un arrêt d'activité, six présentent une décision prise et six autres prévoient un départ à la retraite en 2019 et 2020 sans reprise possible. Les sept restantes étudient un projet pour assurer la viabilité du système et arrêteront leur activité si celui-ci n'aboutit pas.

14 exploitants dans leurs dernières années d'activité ont demandé le retour d'un système de pré-retraite pour permettre l'arrêt de leur activité qui n'est plus viable sans ICHN.

Une vingtaine d'exploitants prévoient d'arrêter l'élevage et de rechercher une activité extérieure. Ces agriculteurs souhaitent conserver une petite activité céréalière sur le foncier pour entretenir le patrimoine familial. A terme, ces exploitations disparaîtront.

Parmi ces exploitations, la réaction face au pré-diagnostic est souvent d'avancer l'inutilité de se manifester puisqu'elles arrêtent. On peut donc supposer que cette catégorie est sous-représentée dans l'échantillon.

## Exploitations sans modification

25% des exploitations diagnostiquées ne prévoient aucun projet de compensation de l'ICHN. On distingue plusieurs profils :

- Les exploitations en fin de carrière, avec une structure et du matériel amortis représentent 40% de cette catégorie : les agriculteurs concernés expliquent ne pas lancer de projet à quelques années de la retraite, d'autant plus si il n'y a pas de reprise identifiée (c'est le cas de 30 des 37 exploitations concernées). Ces exploitants prévoient de limiter le renouvellement du matériel et l'entretien de la structure, quitte à la laisser se dégrader, pour conserver un revenu. Ces exploitations sont souvent intéressées par la possibilité de souscrire à une MAEC en compensation si les contraintes sont proches du système existant.
- Les exploitations ayant réalisé des investissements conséquents pour la mise en place de projet ou dans le cadre d'une installation ces dernières années. Ces agriculteurs n'ont pas de marge de manœuvre pour faire évoluer le système. Si l'investissement réalisé est dépendant de l'ICHN, ces structures vont se retrouver en difficulté. Cette situation concerne 7 exploitations.
- Les exploitations peu dépendantes de l'ICHN ayant la capacité d'absorber la perte (26 exploitations) : on retrouve notamment quelques exploitations laitières qui perçoivent l'ICHN depuis 2016 et n'ont pas encore intégré l'aide dans le fonctionnement de l'exploitation.

Le fait de ne pas prévoir de modification sur l'exploitation suite à la perte de l'ICHN n'est pas forcément synonyme d'une capacité à absorber cette perte. Une grande partie des exploitations déclarant poursuivre à l'identique, éventuellement en limitant les investissements, adopte cette position par manque de marge de manœuvre. On retrouve dans cette catégorie 20 exploitations en difficulté, soit 22% des exploitants déclarant ne pas projeter de modification de leur système. Le facteur limitant est souvent économique mais peut aussi être la main d'œuvre disponible ou le potentiel agronomique de l'exploitation. Ainsi, 35% de ces exploitations présentent un revenu après ICHN inférieur au seuil de pauvreté et 29% conserve un revenu supérieur à 1,5 SMIC. Parmi ces exploitations, 34% se déclarent également intéressées par la souscription de MAEC.

## Freins exprimés

Face aux projets de développements, certains freins reviennent régulièrement. La principale contrainte évoquée est le manque de main d'œuvre et une rentabilité insuffisante pour l'augmenter. Dans la mise en place des projets, la lourdeur des investissements pour une rentabilité faible, ajoutée à un manque de visibilité sur le devenir des aides agricoles et les évolutions réglementaires, rend le développement des exploitations très difficile. Les contraintes de localisation comme les zones classées peuvent aussi faire échouer des projets.

De nombreuses exploitations regroupent plusieurs générations avec des objectifs et des perspectives différents qui entraînent des divergences de vision. Ainsi, au sein d'une même structure, la situation de l'associé « historique », proche de la retraite avec un endettement personnel relativement limité, n'est pas la même que celle du jeune installé récemment avec des encours personnels conséquents (foncier, rachat de parts sociales ...). On observe au sein de plusieurs structures un manque de dialogue entre ces générations qui pourra être préjudiciable à la pérennité de l'activité.

Sur un plan plus général, les éleveurs continuent de pointer les disparités de normes et de productions les défavorisant en termes de concurrence internationale. Beaucoup regrettent un manque de reconnaissance des bonnes pratiques et des progrès réalisés concernant l'impact de leur agriculture.

## Conclusion

L'étude des pré-diagnostic permet de catégoriser les exploitations en quatre grands groupes :

- Les exploitations en rythme de croisière : pas d'investissements récents en-dehors des investissements nécessaires au maintien et à l'amélioration de l'outil de production et des ateliers maîtrisés. Ces exploitations peuvent être mises en difficulté structurelle par la perte de l'ICHN qui viendra casser un équilibre souvent fragile.
- Les récents investisseurs : installation JA ou réalisation d'un projet modifiant le système de production ces cinq dernières années, généralement associé à un niveau d'emprunt important.
- Les exploitations dont les associés sont dans les dix dernières années avant la retraite : généralement le système est amorti et sur un rythme de croisière. Une reprise peut être identifiée ou pas. L'exploitation peut être transmissible ou pas.
- Les exploitations connaissant des difficultés avérées avant la perte de l'ICHN.

Les réponses à apporter face à la perte de l'ICHN doivent se baser sur les pistes avancées par les exploitants rencontrés lors des pré-diagnostic et prendre en compte ces différents cas de figure pour être efficaces.

## Préconisations pour la suite de la démarche

L'analyse des pré-diagnostic a montré l'importance d'apporter une réponse cohérente à chaque situation. La majorité des exploitations rencontrées envisagent une évolution de leur système pour s'adapter à leur environnement économique. Dans ce cadre, plusieurs préconisations sont avancées selon la situation de l'exploitation. Comme elles émanent uniquement d'agriculteurs qui ont souhaité s'exprimer, elles ne couvrent pas la totalité des possibilités d'évolution de l'agriculture deux-sévrienne, notamment en ce qui concerne les pistes qui sont étudiées dans le cadre des groupes de travail départementaux « sortie des ZDS » N° 2, 3 et 4.

L'objectif de ces préconisations est d'apporter une réponse structurelle aux exploitants pour améliorer la résilience des exploitations. Des aides conjoncturelles pourront venir en complément de ces dispositifs pour soutenir la trésorerie des exploitations pendant la phase d'adaptation.

## Plan d'Adaptation Stratégique

### Réponse Structurelle

La mise en place d'un plan d'adaptation stratégique s'adresse aux exploitations ayant un projet d'évolution de leur système pour s'adapter à la perte de l'ICHN, rendre l'exploitation plus résiliente, moins dépendante aux aides et plus résistante face aux aléas. L'objectif de ce plan est d'établir un état des lieux de la situation de l'exploitation puis d'accompagner la prise de décision et la mise en place du projet par un suivi technico-économique dans les mois suivant l'audit.

L'accompagnement est réalisé sur le développement d'une production ou d'un projet de diversification. De fait, il nécessite impérativement la participation :

- d'un conseiller économique à même d'établir un diagnostic de la situation de l'exploitation et les projections économiques, tenant compte des aléas, nécessaires à la prise de décision de l'exploitant.
- d'un conseiller technique, spécialisé dans la production ou la diversification concernée (et si possible sans intérêts commerciaux), à même d'évaluer l'efficacité du système en place et les marges de manœuvre et d'innovation possibles en accord avec la personnalité de l'exploitant.

Ce plan pourrait s'inspirer, moyennant un assouplissement des critères d'éligibilité, des toutes nouvelles dispositions relatives au soutien des exploitations en difficulté (AREA), notamment sur le plan financier, avec un audit initial suivi d'un accompagnement technico-économique sur 12 à 18 mois, tous deux subventionnables. Il convient de le

compléter d'une phase de conclusion permettant d'évaluer l'efficacité des orientations stratégiques engagées et, le cas échéant, d'avancer d'autres opportunités.

Ce plan doit être adapté pour les exploitations ayant réalisé un projet dépendant de l'ICHN dans les cinq dernières années (installation et/ou investissement). L'objectif auprès de ces exploitations est d'évaluer l'impact de la perte de l'ICHN sur le projet réalisé. En fonction de celui-ci, il convient d'étudier les possibilités d'adaptation du projet ou d'accompagner une restructuration s'il n'existe pas de marge de manœuvre pour assurer la viabilité de l'exploitation.

Le plan proposé est détaillé en annexe 2. A partir des diagnostics réalisés, environ 50% des exploitations (180) préparent des projets ou des évolutions du système de production pour lesquels ce dispositif apportera une plus-value.

### Soutien conjoncturel

De nombreux exploitants mettent en avant une attente particulière pour faciliter le lancement de leurs projets. Cela passe en partie par une accélération des procédures administratives. D'autre part, les agriculteurs pointent la lourdeur des investissements face à la rentabilité des productions et un accès moins facile au financement bancaire que par le passé.

Face à la lourdeur des investissements, l'intégration de sources de revenu, telles que le photovoltaïque, permettant de financer une partie des projets peut être une solution. Dans ce cadre, les principaux freins identifiés sont le coût de raccordement, les contraintes liées à la situation de l'exploitation (zone classée notamment) et l'inquiétude de l'impact sur les animaux dans les projets d'élevage. La levée de ces freins permettra de répondre à la volonté de développement de l'énergie solaire et d'aider au montage des projets. Par ailleurs, l'étude des possibilités d'autoconsommation de l'énergie pour rendre les systèmes plus efficaces ne doit pas être abandonnée.

Il semblerait que le recours au financement bancaire soit compliqué, en particulier sur les projets innovants. A ce titre, l'ouverture du dispositif des prêts d'honneur aux projets visant à améliorer la résilience des exploitations peut avoir un effet rassurant sur les banques et participer au soutien de la trésorerie pendant la phase de transition (fond de roulement notamment). L'ouverture d'un recours facilité à un fonds de garantie pourrait également être de nature à faciliter l'obtention des financements.

Les résultats économiques de ces projets ne seront visibles que dans deux à trois ans. Les exploitants percevront 80% de leur dernière référence ICHN en 2019 et 40% en 2020. Dans l'intervalle, les trésoreries auront besoin de soutien pour mener à bien les projets. Certains exploitants ont mis en avant leur intérêt pour recourir à une contractualisation MAEC si une programmation le permet et dans le cas où ils remplissent les critères.

Un nouveau fonds d'allègement des charges peut aussi répondre à ce besoin. Parmi les pré-diagnostic, 146 dossiers présentent un tableau des emprunts exploitable (c'est-à-dire mis à jour avec les emprunts réalisés au jour du diagnostic) pour évaluer le coût d'un tel fonds. Pour ces 146 exploitations, la prise en charge des intérêts d'emprunts (hors emprunts privés liés à l'exploitation) sur 5 ans (2018-2022) est de 1 938 706€, soit une moyenne de 13 279€ par exploitation. Le tableau suivant présente la répartition par année de la prise en charge intégrale :

	2018	2019	2020	2021	2022	Période
Total	550 258 €	473 380 €	378 413 €	296 485 €	240 170 €	1 938 706 €
Moyenne	3 769 €	3 242 €	2 592 €	2 031 €	1 645 €	13 279 €
Part de l'ICHN	41%	35%	28%	22%	18%	29%

Figure 7 : Evaluation du coût de la prise en charge intégrale des intérêts d'emprunts sur 5 ans pour 146 exploitations

Ces montants sont à mettre en perspective avec la perte moyenne de 9 295€ d'ICHN par exploitation. Une telle prise en charge représente, si elle est réalisée en intégralité, une compensation dégressive moyenne sur 5 ans de 41% à 18% de l'ICHN. Cette mesure présentera un intérêt uniquement si elle accompagne le plan d'adaptation présenté au paragraphe précédent en tant que soutien à la trésorerie. L'impact sera limité par des taux bas et plusieurs recours au dispositif ces dernières années qui peuvent bloquer les exploitations (minimis).

## Transmissibilité

Un accompagnement particulier doit être réalisé auprès des exploitations dont les gérants sont dans la dernière partie de leur carrière. En cas de reprise identifiée, le plan précédent peut être utilisé par le repreneur.

Sans reprise identifiée, il convient d'évaluer la viabilité de la structure par un diagnostic de transmissibilité (dispositif existant). Si l'exploitation est viable, le diagnostic peut être l'occasion d'améliorer sa transmissibilité et de rechercher des candidats. Si la structure n'est pas viable dans le cadre d'une reprise, généralement en raison d'investissements trop conséquents par rapport à la rentabilité potentielle, il faudra accompagner la cessation.

Les exploitations concernées et n'ayant pas la capacité à dégager une rémunération pour leurs gérants sans ICHN peuvent être accompagnées de deux manières. Le choix peut se porter sur un maintien artificiel de l'activité qui nécessitera des aides financières, par exemple au travers de la contractualisation de MAEC. Sans possibilité de soutien, des cas de cessation anticipée devront être envisagés et pourraient être accompagnés par un système de pré-retraite. Ce deuxième choix pourrait permettre de consacrer plus de moyens et de libérer du foncier pour assurer le développement des exploitations restantes.

## Exploitations en difficulté

La réalisation des pré-diagnostic a permis d'identifier des exploitations en difficultés avérées avant la perte de l'ICHN. Ces exploitations doivent être dirigées vers les dispositifs existants de soutien en faveur des exploitations agricoles en difficulté. L'objectif est d'entrer dans un dispositif AREA si la structure est viable ou d'accompagner la cessation dans le cas contraire.

## Conclusion

Les dispositifs existants doivent être mobilisés pour les situations adéquates (agriculteurs dont les difficultés sont antérieures à la perte de l'ICHN, exploitation en phase de transmission) et la cessation pour les exploitations non viables doit être évaluée. La création d'un nouveau dispositif, pouvant s'inspirer des possibilités offertes aux agriculteurs en difficulté, doit apporter une réponse structurelle à la perte de l'ICHN et rendre les exploitations plus résilientes. Les systèmes rencontrés reposaient en grande partie sur l'ICHN. La perte de l'aide sans action compensatrice sur le long terme entraînera une crise structurelle pour l'élevage du département.



## Annexe 1 : Modèle de Pré-diagnostic

Structure/Conseiller : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Dép<sup>t</sup> : \_\_\_\_\_

### PRESENTATION

NOM DE L'EXPLOITATION : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

MAIL : \_\_\_\_\_

Main d'œuvre : \_\_\_\_\_ UMO    PACAGE \_\_\_\_\_    SIREN \_\_\_\_\_

Détail salariés/Aides familiaux :

Nom des exploitants	Age	Statut (gérant, associé, salarié..)	Situation (marié, célibataire)	Activité du conjoint	Nombre d'enfants et âge

Si des exploitants ont des activités extérieures ou sont JA, préciser :

Nom de l'exploitant	JA année installation	Obtention DJA ?	Type d'activité extérieure	Temps consacré

### L'EXPLOITATION

#### 1. PRODUCTIONS ANIMALES

Production	Effectif
Bovins viande	
Bovins lait	
Caprins	
Ovins	
Volailles	
Autre : .....	

## 2. PRODUCTIONS VEGETALES

SAU : \_\_\_\_\_ ha dont en propriété : \_\_\_\_\_ ha

ASSOLEMENT	SURFACE		RENDEMENT
	Autoconsommées	Vendues	

## 3. PRINCIPAUX PARTENAIRES DE L'EXPLOITATION

BANQUE : \_\_\_\_\_

COMPTABILITE : \_\_\_\_\_

ALIMENTS, APPROX : \_\_\_\_\_

COLLECTE, ANIMAUX : \_\_\_\_\_

CONSEIL TECHNIQUE : \_\_\_\_\_

CUMA, PRESTATAIRE : \_\_\_\_\_

AUTRES : \_\_\_\_\_

## 4. BATIMENTS (type de bâtiment, âge, état...)

-----  
-----

## 5. MATERIEL

Dernières acquisitions : \_\_\_\_\_

Etat du matériel : \_\_\_\_\_

## 6. SUIVI TECHNIQUE

OUI  NON      Année de suivi :

Thématique du suivi : .....

## AIDES PAC

Aides PAC totales : \_\_\_\_\_

Dernier montant d'ICHN perçu : \_\_\_\_\_

MAE :  OUI  NON Surfaces, linéaires engagés : \_\_\_\_\_

BIO :  OUI  NON Surfaces engagées, année d'engagement : \_\_\_\_\_

## DONNEES ECONOMIQUES

Comptabilité :  OUI  NON

Années	2015	2016	2017
Résultat courant			
Produit Brut Total			
- Dont produit brut atelier .....			
- Dont produit brut atelier .....			
- Dont produit brut atelier .....			
- Dont produit brut atelier .....			
<b>Excédent Brut d'Exploitation</b>			
- Annuités LMT			
- <i>Frais Financiers CT</i>			
<b>(A) = Revenu Disponible agricole</b>			
- Prélèvements privés			
<b>Solde</b>			

## SITUATION FINANCIERE (+ copie bilan comptable)

Bilan au : \_\_\_\_\_

Actif		Passif	
Foncier et améliorat. foncières		Capitaux propres	
Bâtiments		Comptes courants d'associés	
Matériel		Dettes LMT	
Autres immobilisations		Dettes CT financières	
Parts Sociales		Dettes d'exploitation	
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>			
Cheptel en stock			
Autres stocks			
Réalisable et disponible			
<b>TOTAL</b>		<b>TOTAL</b>	

## RETARD COURT TERME

Principales dettes CT (nom du fournisseur)	Date de la créance	Montant	Echéance

## EMPRUNTS D'EXPLOITATION

COMPLÉTER LE TABLEAU EN FIN DE DOCUMENT

## EMPRUNTS PRIVÉS POUR L'EXPLOITATION

Objet	Montant initial	Année Réalisation	Durée	Taux	Montant annuité	Capital restant dû au	Echéance

## PROJETS, PERSPECTIVES ET CONTRAINTES

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## DEMARCHES – PROPOSITIONS – PLAN D’ACTIONS

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

## ANNEXES A JOINDRE

- Résultats Contrôle Laitier / Performance
- Copie document comptable (bilan, cpte de résultat, emprunts, immobilisations)
- Relevé PAC
- Autres : \_\_\_\_\_

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, autorise la DDT 79, la DRAAF NA, la Région NA et la Chambre d’agriculture 79 à utiliser ces informations de manière anonyme pour réaliser des études macro-économiques.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
Signature

# Emprunts de l'exploitation

						Evolution des annuités														
						2018		2019		2020		2021		2022						
						Annuité totale	dont intérêts	Annuité totale	dont intérêts	Annuité totale	dont intérêts	Annuité totale	dont intérêts	Annuité totale	dont intérêts					
Objet	Montant	Année	Durée	%	Échéance															
<b>TOTAL</b>																				

## Annexe 2 : Proposition d'accompagnement

### Description du dispositif

L'accompagnement est réalisé sur une production ou un projet de diversification au choix de l'exploitant et nécessite expressément la présence d'un conseiller technique habilité, spécialisé dans l'atelier ou la diversification concerné et d'un conseiller économique habilité. En s'appuyant sur le pré-diagnostic réalisé, les conseillers et l'agriculteur définissent les projets de l'exploitation. Le conseiller technique réalise un état des lieux de la production et vérifie d'adéquation de l'existant et du projet.

Les conseillers et l'exploitant définissent ensemble un plan d'action sur 18 mois pour atteindre les objectifs fixés et revus, le cas échéant, pour les rendre réalisables à partir de la situation existante. La durée de 18 mois permet :

- D'assurer la production d'un exercice comptable rendant compte de la stratégie mise en place et permettant d'évaluer les résultats obtenus à l'issue de la période.
- De mettre en perspective les évolutions conduites et la nouvelle PAC

Des rencontres intermédiaires avec le conseiller technique sont proposées pendant la période pour assurer un suivi technique.

### Diagnostic initial

Le diagnostic initial s'appuie sur le pré-diagnostic réalisé ou, le cas échéant, démarre par un pré-diagnostic. Le diagnostic initial revient de manière précise sur les résultats techniques et les marges réalisées sur les différents ateliers. Il présente une analyse technique de la conduite de la production concernée par l'accompagnement. Il met en lumière les atouts et contraintes de l'exploitation, ainsi qu'une projection des perspectives sur 4-5 ans (renouvellement de matériel, réparations de bâtiment, foncier, départ d'associés ...). Il reprend l'analyse économique réalisée lors du pré-diagnostic.

Le diagnostic initial est complété par des annexes spécifiques selon le type de projet de l'agriculteur.

Les conseillers et l'agriculteur affinent ensemble le projet, selon la réalité technique et économique de l'exploitation. Ils définissent ensuite les objectifs et la stratégie à suivre pour les 18 mois suivants.

#### Organisation :

- Rendez-vous de cadrage : cerner le projet, collecter les documents nécessaires à l'audit et s'acquitter des formalités administratives
- Visite terrain du conseiller spécialisé
- Analyse et conclusion du conseiller spécialisé
- Analyse économique et prévisionnel d'activité du conseiller économique
- Restitution du diagnostic

### Suivi technique

Un suivi technique est réalisé sur la période d'accompagnement. Les visites sont réalisées selon les besoins et peuvent, le cas échéant, déboucher sur un réajustement de la stratégie initiale selon les aléas rencontrés ou les nouvelles contraintes.

## Conclusion et projection

Le diagnostic final est réalisé 18 mois après le diagnostic initial. Il reprend les éléments de ce dernier et évalue l'atteinte des objectifs fixés. Il revient sur les contraintes rencontrées et les éventuelles modifications de stratégie. Il permet de réaliser une projection de l'effectivité des orientations stratégiques engagées en regard de la nouvelle PAC et, le cas échéant, d'avancer d'autres opportunités de développement ou d'amélioration de l'existant.

### Organisation :

- Rendez-vous terrain
- Envoi d'un compte-rendu

## **Annexe 3 : Conclusions des pré-diagnostic**

Numéro	Productions	Surface (ha)	Montant ICHN	Conclusion	Audit
1	Bovins viandes	140	6 500 €	Accompagnement technique - MAEC - diminution du troupeau pour adapter à la MO - recherche autonomie alimentaire - Suivi RESA	NON
2	Bovins viandes	100	7 185 €	Possibilité de pré-retraite avec achat de quelques trimestres - pas de modifications envisagées - souhait de transmission, repreneur HCF identifié	NON
3	Bovins viandes, Caprins	74	4 935 €	réduction bovin, agrandissement caprin, création volaille - photovoltaïque à voir	OUI
4	Bovins viandes	174	8 176 €	Poursuite malgré l'âge pour conserver l'exploitation pour les petits-enfants, projet de reprise d'ici 4-5 ans mais question de la faisabilité avec la perte de l'ICHN - diminution cheptel à 50-60 VA car contrainte de l'âge, pourrait conduire à l'abandon d'une vingtaine d'ha dans le marais non valorisables sans ICHN - intérêt diag de transmissibilité	OUI
5	Bovins viandes	78	8 120 €	Départ à la retraite sans reprise dans les années à venir mais pas de date fixée car inquiétude sur le montant de la pension : pense poursuivre l'exploitation - projet souscription aides légumineuses	NON
6	Bovins viandes	92	5 467 €	Exploitation en difficulté suite à 5 ans de croit interne, l'arrêt de l'ICHN va encore aggraver la situation - 2 prêts de trésorerie réalisés en 2016 et 2017 - exploitants proches de la retraite, sans repreneurs (inscrits au répertoire), qui n'ont plus la possibilité de faire évoluer leur exploitation - intérêt pour MAEC en compensation - intérêt pré-retraite	NON
7	Bovins viandes	87	8 979 €	Perte de l'ICHN va mettre la structure en réelle difficulté - départ en retraite d'un associé, resté non exploitant car pas de marge pour rachat capital et compte courant - pas de possibilité de modification sur la production	NON
8	Ovins	111	8 051 €	Intérêt MAEC - pas de modification	NON
9	Bovins lait, Bovins viandes	80	6 500 €	Projet de fusion avec l'exploitation de sa femme et conversion AB - arrêt lait et extension VA à 150-160 mètres, soit +30 ; info chèque conseil BV - besoin nouveau bâtiment : intérêt PV - avait démarré un projet de métha collectif mais abandon car pas d'agri suffisamment moteur et difficulté avec les banques - manque MO mais pas de rentabilité suffisante pour embaucher	OUI
10	Bovins viandes	50	5 757 €	La perte de l'ICHN impactera directement le revenu de l'exploitant, pas de possibilité d'évolution - poursuite encore 7 ans en limitant les investissements au maximum - projet transmission à un JA de la commune à terme en agrandissement de son exploitation - MAEC souscrite, reste 3 ans : espère pouvoir renouveler car exploitation non viable sans MAEC ni ICHN - Mets en avant les montants de retraite dérisoires (700€ à 63 ans dans son cas)	NON
11	Bovins viandes, Volailles	130	6 682 €	Projet d'installation du salarié - réflexion sur l'amélioration de l'autonomie du système avec notamment une opportunité de foncier supplémentaire pour couvrir les besoins en fourrage - projet agrandissement atelier volaille avec construction d'un bâtiment label 400m2 et changement de groupement - intérêt MAEC système herbager pour compenser en partie l'ICHN	OUI
12	Bovins viandes	149	6 540 €	Exploitation qui touche l'ICHN depuis peu et pourra retrouver le fonctionnement antérieur mais revenu déagagé limité - projet installation du fils avec bâtiment hors sol canard de chair et recherche de foncier supplémentaire - A MT intérêt pour méthanisation	NON

13	Bovins lait	38	3 876 €	recherche de l'autonomie alimentaire en développant le pâturage	OUI
14	Bovins viandes, Volailles	80	8 176 €	préparer départ à la retraite, arrêt production volaille et évolution technique sur BV en faisant véler l'ensemble des génisses pour vente de broulard - perte ichtn impactera directement le revenu	NON
15	Ovins, Volailles	78	2 163 €	perte ICHN impactera les revenus disponibles sans mettre en péril la pérennité de l'entreprise - réflexion pour embaucher un salarié cause charge de travail - système sensible aux aides	NON
16	Bovins viandes	180	8 176 €	intérêt PV ; volonté de développement en extensif mais pas possible avec les contraintes du bassin du Sebron ; intérêt MAEC selon gain/contraintes ; volonté de travailler sur la technique pour réduire les charges et améliorer les marges ; intérêt agritourisme à plus long terme	OUI
17	Ovins	57	7 993 €	Perte de l'ICHN absorbable si la conjoncture ovine de se déteriorer pas : pas de modification - projet bâtiment de stockage - souhaite commencer à envisager une transmission	NON
18	Bovins viandes	183	8 352 €	Départ en retraite d'ici 5 ans, rythme de croisière, pas de projet	NON
19	Ovins	96	9 164 €	Rythme de croisière, pas de modification, éventuellement baisse du cheptel ovin - pas de MAEC envisagée	NON
20	Bovins viandes	89	4 213 €	Réflexion fin de carrière, pas de modification ou éventuellement augmentation nombre de VA mais contrainte des surfaces disponibles	OUI
21	Caprins	35	4 283 €	Départ à la retraite de monsieur (conjoint collaborateur) en 2020 - souhait de transmission, inscription au répertoire depuis 2 ans - 2 pistes envisagées : augmentation du cheptel de 50 chèvres (possible dans les installations actuelles) et/ou souscription MAEC sous réserve d'éligibilité - en attente des décisions des pouvoirs publics avant de prendre des décisions	OUI
22	Caprins	54	4 211 €	exploitants proches de la retraite, sans repreneur identifié : monsieur partira dans 2 ans, Mme (conjointe collaboratrice) reprendra - reprise de 10ha supplémentaires qui permettront de sécuriser les appro en fourrage - difficulté cette année avec pb de qualité sur le lait, frais véto et réparations matériel - l'ICHN couvrirait les fermage - poursuite jusqu'à la retraite de Mme mais pb de pénibilité, nécessiterait des aménagements pour la traite mais possibilités limitées et trop coûteux	NON
23	Bovins viandes	92	7 033 €	intérêt MAEC - exploitation en rythme de croisière, pas de modification et souhaite pouvoir garder le salarié	NON
24	Bovins viandes, Caprins	61	4 832 €	Exploitation déjà en difficulté, la perte de l'ICHN va aggraver la situation - renouvellement matériel à réaliser et rajeunissement du cheptel pour améliorer les résultats - consolidation dettes CT à envisager - rénovation salle de traite début 2019	NON
25	Bovins viandes	128	8 176 €	Transmission en cours dont l'équilibre peut être rendu délicat par la perte de l'ICHN - intérêt MAEC	NON
26	Bovins viandes	63	5 871 €	La perte de l'ICHN impacte le revenu avec de nouveaux investissements à venir : construction d'un bâtiment PV ; recherche de foncier pour trouver une autonomie fourragère (manque 20ha) - souhaite de développer de la vte repro avec OS Parthenaise	NON

27	Bovins viandes	102	5 934 €	intérêt pré-retraite - diversification cultures sur blé améliorant - réflexion augmentation cheptel dans la limite des places existantes et augmentation VD mais nécessité des investissements - recherche de revenu autres : intérêt pour location toitures pour PV ou parcs éoliens - souhait de transmission	OUI
28	Bovins viandes	104	5 959 €	Retraite en 2020, pas de projet - transmission HCF pour foncier, cheptel et matériel à l'étude, pas de reprise des bâtiments car vétustes ; craignent que la perte de l'ICHN empêche l'installation du jeune ; si c'est le cas, ne chercheront pas d'autre repreneur : l'élevage disparaîtra et les terres non cultivables finiront en friches	NON
29	Bovins viandes	60	5 690 €	Perte de l'ICHN impactera directement le revenu - exploitant à moins de 10 ans de la retraite, sans repreneur identifié, les évolutions envisagées nécessiteraient des investissements trop lourds pour la rentabilité dégagée - étude PV mais trop de contraintes et transfo trop éloigné - limitera les investissements au renouvellement indispensable	NON
30	Bovins viandes, Ovins	110	8 176 €	Augmentation de surface (+57ha achetées) et achat de 10 vaches supplémentaires - améliorations des installations à prévoir - volonté de raisonner le travail - hypothèse de l'installation d'un enfant dans les années à venir - interrogation sur le renouvellement de la MAEC	OUI
31	Bovins viandes	260	6 554 €	pas de compensation possible - travail sur les charges réalisé : info chèque conseil BV pour aller plus loin ; difficultés d'entente entre associés qui rendent les projets impossibles + déséquilibre dans les revenus - l'oncle veut partir d'ici 4 ans ; ne sera pas remplacé, le JA réduira le troupeau et rationalisera le travail pour pouvoir être seul - pb instabilité des aides => installation en 2015 avec promesse doublement ICHN et augmentation prime VA ; pas de visibilité pour les projets - pas d'intérêt MAEC car trop de contrainte alors que la surface consacrée au troupeau est limitée - projet éolien sur le secteur, intéressés mais délai important	OUI
32	Bovins viandes	134	5 910 €	Arrêt de l'élevage car l'atelier n'est plus rentable sans ICHN + mise en culture des prairies - exploitation non transmissible à terme	NON
33	Bovins viandes	100	8 176 €	La perte de l'ICHN influencera la capacité d'autofinancement de l'exploitation et bloquera de futurs renouvellements - pas d'évolution envisagée car 5 ans de la retraite - pas de repreneur identifié, si pas plus de perspectives dans 3 ans, décapitalisera progressivement	NON
34	Bovins viandes	61	4 524 €	souhait de transmission mais perte de l'ICHN + mauvaise conjoncture peuvent la rendre irréalisable - projet retraite en 2020	NON
35	Volailles	80	3 500 €	La perte de l'ICHN n'impactera pas l'exploitation : le montant est faible et la production bovine a été stoppée progressivement de 2016 à 2018 pour développer la volaille (nouveau bâtiment en 2018, investissement pour 220k) et les prairies vont être remplacées par des cultures de vente - Production volaille impactée par la grippe aviaire en 2016 : aides non perçues à ce jour - Perte de 8ha en fermage - une fille prévoit de s'installer sous 5 ans	NON
36	Bovins viandes, Ovins	74	8 057 €	Départ à la retraite en 2020, en contact avec un éventuel repreneur en formation agricole	OUI

37	Caprins	36	5 116 €	Perte de l'ICHN impacte directement le revenu et limite encore la marge de manœuvre - Départ à la retraite de monsieur, mme reprendrait (reste 10 ans), réflexion pour regrouper avec l'exploitation du fils (BV+GC) + opportunité pour reprendre 30ha sup l'année prochaine qui permettront de diversifier sur de la grande culture	OUI
38	Bovins viandes, Ovins	90	9 164 €	diminution du cheptel ovin cause temps de travail et embauche d'un salarié à mi-temps - construction d'un bâtiment pour moderniser l'atelier et mécaniser l'alimentation	OUI
39	Bovins viandes	79	6 894 €	Objectif de poursuite jusqu'à la retraite 2023-2025 (point à faire avec la MSA) en limitant les investissements aux renouvellements strictement nécessaire - augmentation de 4-5 vélagés pour compenser l'ICHN et avancement d'une partie à l'automne (mise en place 2019) - reprise envisagée par une nièce	NON
40	Ovins	80	9 100 €	accompagnement RESA jusqu'à la retraite ; diminution du cheptel ; remboursement du plan de RJ	NON
41	Ovins	66	8 602 €	Départ en retraite prévu dans 4 ans sans reprise identifiée - arrêt des derniers emprunts dans les années à venir qui devrait permettre de dégager du revenu - MAEC à étudier	NON
42	Bovins viandes, Caprins	104	8 108 €	arrêt BV qui induira une baisse du temps de travail du salarié - intérêt nouvelle MAEC - Fin des emprunts cette année, pas de nouveau projet	NON
43	Bovins viandes, Bovins lait	320	13 420 €	Diminution des animaux et extension des cultures de vente pour réduire le besoin en MO et diminuer les salariés - réflexion diminution troupeau allaitant de 30 VA et engraissement de tous les animaux - réflexion nouvelle installation pour la traite roto ou robot	OUI
44	Bovins viandes, Ovins	69	8 384 €	Pas de projet, rythme de croisière et proche de la retraite	NON
45	Bovins viandes	103	5 317 €	Prévision départ à la retraite dans 3 ans, décapitalisation progressive du troupeau jusqu'à la fin de l'ICHN - pas de reprise identifiée - intérêt MAEC pour passer les dernières années	NON
46	Bovins viandes, Ovins	86	8 176 €	Pas de modification : compte sur la fin des prêts et la limitation des investissements au minimum du renouvellement matériel pour dégager un revenu - intérêt MAEC selon contraintes - intérêt PV sur toitures existantes pour générer un complément de revenu pour la retraite	NON
47	Bovins viandes	160	6 137 €	Projet développement vente directe (déjà existante) d'ici 2020	OUI
48	Bovins viandes	160	8 176 €	objectif retraite : diag transmissibilité en cours, reste 6 ans, intérêt pré-retraite - sinon, compensation ichn par évolution technique => autoconso, gestion troupeau pour baisse de charges ; éligible MAEC, pourrait faire si permettait de remplacer revenu engraissement et arrêter taurillons mais mauvaise expérience avec CTE en 2000 qui freine	NON
49	Ovins	68	6 901 €	départ à la retraite du père et reprise du fils en double activité (saisonnier ETA) - agrandissement troupeau de 200 à 350 brebis + modernisation et intensification des techniques : éponges et écho sur les brebis, engraissement en bâtiment à l'aliment - rénovation toitures à prévoir, voir en PV mais méfiant car mauvais retours de voisins - projet installation en cours de chiffrage, n'est pas sur qu'il passera sans ICHN, dans ce cas arrêt de l'exploitation	NON

50	Bovins lait	108	5 826 €	Suivi RESA - investissements à réaliser mais pas de capacité de remboursement - intérêt photovoltaïque	NON
51	Ovins	130	17 800 €	intérêt développement VD mais site éloigné d'un centre urbain - souhait d'une revalorisation des prix pour correspondre au coût réel de production car les aides ne compensent plus - intérêt MAEC	NON
52	Ovins	86	9 131 €	Augmentation cheptel de 200 brebis + travail sur coût alimentaire pour améliorer les marges - travail technique pour améliorer la productivité	OUI
53	Caprins	85	8 783 €	0	NON
54	Bovins viandes, Caprins	66	6 145 €	augmentation des cheptels avec construction de bâtiments + augmentation des surfaces avec installation JA en cours (134ha) ; mise en place culture de pois pour aide à la protéagineuse	NON
55	Bovins viandes, Ovins	243	16 265 €	Projet de construction d'un nouveau bâtiment en remplacement des installations actuelles, vétustes, mis en pause en raison de la perte de l'ICHN - Projet d'installation du fils qui nécessiterait la reprise de foncier supplémentaire ou la sortie d'un des associés	OUI
56	Ovin	94	9 164 €	Pas de modification prévue : exploitation en rythme de croisière et amortie qui verra son revenu baisser en perdant l'ICHN. En revanche, l'exploitation ne sera plus transmissible et cet élevage disparaîtra à la retraite de l'exploitant actuel	NON
57	Bovins viandes	124	6 214 €	Arrêt dans 2 ans et recherche d'emploi - voir possibilité transmission - dans les 2 ans intensifiera la production bovine et décapitalisera sur ses bois perso pour compenser l'ICHN	NON
58	Bovins viandes, Ovins	75	7 331 €	Projet d'embaucher un mi-temps car MO insuffisante abandonné avec l'arrêt de l'ICHN - diminution du troupeau pour désintensifier et devenir autosuffisant en aliment + adapter à la MO dispo - intérêt MAEC - Pas de marge de manœuvre pour investir, foncier avec faible potentiel qui ne convient qu'à l'élevage	NON
59	Bovins viandes	58	4 637 €	augmentation atelier BV à 60 vélagés et augmentation du rythme de réforme pour améliorer la productivité	OUI
60	Bovins viandes, Ovins	69	7 629 €	Perte de l'ICHN impactera le revenu disponible sans remettre en question l'équilibre économique ; problématique charge de travail et pénibilité avec des soucis de santé - besoin de MO supplémentaire - investissements à prévoir pour refaire les toitures et améliorer les conditions de travail	NON
61	Bovins viandes, Ovins	84	8 351 €	Pas de modification - intérêt MAEC	NON
62	Bovins viandes	60	7 239 €	Projet création atelier porcs bio avec photovoltaïque	OUI
63	Bovins viandes, Bovins lait	106	7 602 €	arrêt bovin lait et agrandissement bovin viande en passant de 30 à 50 mères, orienté limousines (ne gardera que quelques parthenaises car trop coûteuse à l'élevage) - augmentation des surfaces cultivées pour la vente - un fils intéressé pour reprise à la retraite des parents - intérêt MAEC selon contraintes/gain et délais de paiement	NON
64	Bovins viandes	85	2 906 €	Arrêt élevage qui n'est plus rentable sans ICHN fin 2019 et abandon des prairies permanentes	NON
65	Ovins, Bovins lait	101	8 176 €	Arrêt progressif bovin lait en cours et création atelier bovin viande pour atteindre rythme de croisière 2021 - Mise en place MAEC pour compenser ICHN + extension foncier +15ha - recherche foncier supplémentaire pour pâturage	OUI

66	Bovins viandes, Ovins	103	7 162 €	ICHN représente le revenu dispo pour l'exploitant - réflexion suppression atelier bovin et agrandissement ovin - extension surfaces cultivées + mise en place de couverts récoltés ou pâturés par les brebis	OUI
67	Bovins lait	65	7 585 €	Avec la perte de l'ICHN se pose la question de l'intérêt des prairies naturelles - réflexion sur une nouvelle MAEC + travail sur les charges pour réduire les coûts sans modification du système - achat foncier à venir - projet transmission, pas de repreneur identifié	NON
68	Ovins	53	6 523 €	Perte de l'ICHN devrait être compensée par la récupération de 7ha - reste 2 années d'emprunts, poursuivra dans ces conditions, pb de résultats sur les agneaux, cherche à régler pour retrouver une marge - si n'arrive plus à l'équilibre, arrêtera l'exploitation et se consacra à son activité extérieure, éventuellement en l'augmentant	NON
69	Bovins viandes, Ovins	155	12 467 €	Diminuer les charges en augmentant la part d'autoconsommation - préparation retraite d'un associé avec recherche d'un remplaçant ou salarié, sinon verra pour adapter l'exploitation avec un seul associé - pas de projet particulier, baisse de charges	OUI
70	Bovins viandes, Bovins lait	165	15 906 €	Installation robot de traite en 2018 - hésitent sur BV : arrêt (pas de rentabilité sans ICHN) ou construire nouveau bâtiment PV pour optimiser la production (info chèque conseil BV) - intérêt transfo et VD sur lait mais freins normes et coût d'installation - intérêt MAEC, pas de contractualisation possible sur le territoire - Passage à 2 associés, le père d'Amélie est encore salarié à mi-temps jusqu'à fin d'année puis resteront à 2 UM/O	OUI
71	Bovins viandes, Ovins	162	11 083 €	La perte de l'ICHN impactera directement les revenus disponibles - projet en cours de construction d'une bergerie + hangar de stockage - limiteront les investissements dans l'avenir	OUI
72	Bovins viandes, Volailles	195	9 552 €	Réflexion sur l'avenir du GAEC avec des projets différents qui pourrait conduire à une scission - Un associé souhaite développer une activité pisciculture + ETA - Un associé souhaite installer son fils en développant l'atelier volaille (+1 800m2) - Arrêt Bovin viande	OUI
73	Equidés	35	5 344 €	Départ à la retraite fin 2019, transmission en cours mais difficultés pour obtenir un accord bancaire, accentuées par la perte de l'ICHN - si la transmission n'aboutit pas, arrêt sans recherche de repreneur	NON
74	Bovins lait	155	16 394 €	RJ en cours et revenu insuffisant à ce jour pour régler le mandataire cette année - départ en retraite d'un associé qui accentuera la problématique de la MO, déjà insuffisante et diminuera les aides PAC car disparition du GAEC : pas de possibilité d'un nouvel associé dans cette situation - souhaite d'améliorer l'autonomie alimentaire et la gestion de pâturage - besoin stockage à prévoir avec fin d'un bail sur une partie de l'exploitation : intérêt portage PV - aimerait développer la vente directe en lait cru mais pb de MO + RJ qui bloque les projets - réalisation prévisionnel de trésor en cours pour vérifier la capacité à honorer le RJ fin d'année - intérêt MAEC	OUI
75	Bovins viandes	113	9 267 €	Diminution cheptel BV et augmentation des surfaces en cultures de vente	NON

76	Bovins lait	106	10 720 €	Perte de l'ICHN va accroître les difficultés - départ du salarié qui ne sera pas remplacé - reprise foncier + évolutions techniques pour améliorer l'autoconso et changement de race pour la rusticité et qualité du lait - projet PV pour stockage - projet éolienne sur la commune, pourrait pallier l'ICHN mais délais trop long - intégration projet métha en 2012 qui n'a jamais abouti malgré engagement financier	NON
77	Bovins viandes	162	16 352 €	Départ à la retraite du père sous 5-6 ans et installation du deuxième fils - projet bâtiment stockage à étudier avec PV - intérêt système MAEC - Se pose la question de la diversification sur une autre production ou de l'agrandissement du troupeau actuel en cas d'installation anticipée	OUI
78	Bovins viandes	91	8 176 €	Arrêt bovin et recherche emploi extérieure - prévoit une prise de contact avec le RESA pour un accompagnement sur les dettes CT	NON
79	Bovins lait, Bovins viandes	244	15 019 €	Perte de l'ICHN impactera le revenu, pas d'évolution possible ; consolidation récentes sur certains financements	NON
80	Bovins viandes, Volailles	135	14 706 €	Perte ICHN + fin MAEC en 2019, souhaiterait renouveler sinon sera en difficulté - départ en retraite d'un associé, l'associé restant envisage soit la poursuite sans modification, soit la transmission de l'exploitation et une reconversion professionnelle (salariat) pour lui - intérêt PV sur bâtiments existants selon rentabilité - intérêt microméthanisation, ne veut pas de projet collectifs	OUI
81	Bovins viandes, Caprins	325	17 503 €	perte ICHN impactera le revenu dispo : impact relativisé car pas éligibles tous les ans mais représenterait une assurance les mauvaises années - problématique de départ en retraites de plusieurs associés et conjointes collaboratrices => revoir l'organisation du travail en embauchant ou supprimer un atelier (caprin) pour adapter à la MO - pas de projet de nouvel associé - besoin bâtiment de stockage, à voir avec PV - un peu de vente directe : intérêt pour développer	OUI
82	Bovins viandes	108	12 118 €	Arrêt caprin en 2017 car nécessitait trop d'investissement sur les bâtiments - Projet augmentation bovin +15 vèlages et augmentation activité pension chevaux en modifiant les bâtiments existants ; réflexion recherche emploi extérieur pour un associé qui entraînerait le changement de la forme juridique et donc une baisse des aides	OUI
83	Bovins lait	196	14 900 €	Réflexion transmission, diagnostic réalisé, pas de repreneur identifié - baisse des emprunts dans les 2 prochaines années qui permettront de dégager du revenu	NON
84	Bovins viandes	190	13 863 €	pas de modification : intérêt MAEC mais zone blanche et énergies renouvelables mais zone bâtiments de France - se sont intéressés à un projet de méthanisation qui n'a pas aboutit	NON
85	Bovins lait	150	10 027 €	Passage des 35ha de prairies permanentes en cultures de vente si pas de valorisation possible par un autre moyen (MAEC)	NON
86	Bovins viandes, Bovins lait	142	11 397 €	la perte de l'ICHN viendra impacter le revenu - projet diversification avec création d'une activité ETA en parallèle de l'exploitation - projet installation du fils en 2020-21 avec extension des 2 troupeaux	OUI

87	Bovins viandes, Bovins lait, Caprins	235	17 162 €	installation en 2015 - arrêt de l'ichn ne remet pas en cause l'équilibre financier mais impacte les revenus des associés - intérêt PV sur toitures existantes et projet collectif métha pour gestion des effluents et valorisation SIE - problématique à venir avec départ retraite de plusieurs associés, arrêt ICHN enlève une grosse marge de sécurité et manque de visibilité pour installer des jeunes sereinement => diminueront les élevages	OUI
88	Bovins lait	170	9 200 €	travail important déjà réalisé sur les charges et les pratiques pour retrouver des marges qui devrait compenser la perte de l'ICHN, perçue depuis 1 an, intérêt MAEC selon cahier des charges - à la retraite des anciens associés, arrêt lait et augmentation GC	NON
89	Bovins viandes	152	6 196 €	arrêt de l'atelier bovin car peu de rentabilité, surtout sans ICHN - intérêt MAEC pour préserver les prairies - poursuite du système en rythme de croisière jusqu'à la retraite - pas de repreneur identifié	NON
90	Bovins viandes, Palmipèdes	65	6 437 €	augmentation capacité canards en 2018 - pas d'autre projet - objectif transmission et retraite, intérêt pré-retraite - intérêt conversion AB si trouve un repreneur	NON
91	Bovins lait	198	6 971 €	2 départ retraite 2017, 2 départs sous 5 ans, une installation prévue sous 1-2 ans => passage de 4 à 2 UMO et rassemblement exploitation sur 1 site : besoin bâtiments, peut-être PV sur stockage, n'en veulent pas sur élevage - extension cultures au détriment des prairies + dérobés pour assurer les stocks de fourrage - projet métha sur le secteur : fort intérêt mais inquiétude sur risque financier ; inquiétude évolution réglementation écologique	NON
92	Bovins viandes, Lapin	52	18 369 €	Difficultés dans la gestion et la fidélisation du personnel. Avec la perte de l'ICHN, il va être compliqué de garder le même niveau de MO salariée - Réflexion sur conversion bio des bovins mais nécessite la création d'une nouvelle structure juridique (coût) - difficulté dans la gestion des fourrages - modernisation bâtiment lapin en cours pour améliorer la productivité - Nécessité de construire un nouveau hangar pour le matériel - projet d'installation du fils à horizon 5 ans	OUI
93	Bovins lait	124	10 105 €	projet redressement judiciaire réalisé avec ICHN, ne sait pas si pourra aboutir sans - conversion bio en 2017 pour retrouver de la valeur ajoutée - objectif autonomie alimentaire	NON
94	Bovins lait	211	13 353 €	installation JA fin 2018 étudiée sans ICHN, éligible depuis 2 ans - perte sera absorbée - agrandissement du troupeau, dtv conduite au pâturage et intérêt pour accompagnement technique ; intérêt conversion AB dans les années à venir - plusieurs projets bâtiments, pv à voir mais freinés par le besoin d'une autre structure juridique + inquiétude impact sur élevage - intérêt possibilité MAEC	OUI
95	Bovins viandes, Bovins lait	200	14 929 €	Projet MT départ d'un associé et installation d'un nouveau actuellement en parrainage : arrêt lait et augmentation BV à 120 vélages - nouveaux bâtiments nécessaires, étudiés avec PV - diversification sur un atelier de travaux à façon - intérêt MAEC et démarche label type HVE (bio trop contraignant) - développement d'un petit débouché en vente direct en cours - achat foncier sur surfaces actuellement en fermage à prévoir + endettement important en raison du départ d'un associé : pas de capacité d'endettement pour de nouveaux projets	OUI

96	Bovins lait	260	11 798 €	Projet extension de bâtiment, intérêt photovoltaïque - intérêt méthanisation, un des gérants est vice-président de Cap Faye et pourrait être un relai efficace pour la mise en place d'un projet collectif. intérêt MAEC - A moyen terme, recherche JA pour installation sur la structure	NON
97	Bovins viandes, Ovin, Caprins	322	27 532 €	Projet de développement de la transformation fromagère et de la vente directe avec construction d'une nouvelle fromagerie, indispensable au maintien du salarié - Intérêt mise en place MAEC	OUI
98	Bovins lait	150	6 729 €	exploitation laitière qui perçoit l'ICHN depuis 2 ans, la perte ne mettra pas le système en péril mais l'aide représente une sécurité face à des années de plus en plus irrégulières - travail sur la conduite du système et des évolutions techniques (race, pâturage, TCS) pour réduire les charges et améliorer les marges - aimerait un accompagnement dans les évolutions conduites - souhaiterait embaucher mais trop de charges - installation PV en cours - projet MT de diversification et agrandissement sur volailles avec installation d'un stagiaire et reprise d'une exploitation voisine	OUI
99	Bovins viandes	119	5 148 €	Réflexion transmission avec recherche d'un jeune à installer mais inquiétude sur la rentabilité, encore dégradée par la perte de l'ICHN ; commercialisation via des filières distributeurs mais interrogation sur la réelle amélioration de la marge étant donné les charges supplémentaires et les contraintes générées pour peu d'animaux éligibles à la fin : démarche entamée pour calcul coût de production	OUI
100	Bovins viandes, Ovins	256	11 110 €	perte de l'ICHN impact directement le revenu => non remplacement d'un salarié mi-tps qui part à la retraite - diversification du troupeau sur Angus en débouché direct avec Leclerc et travail sur troupeau conventionnel pour diminuer les charges (présentation chèque conseil BV) - manque de stockage, intérêt PV - intérêt MAEC sous réserve assurance de paiement	OUI
101	Bovins lait, Volailles	213	15 450 €	GAEC laitier qui pourra absorber la perte de l'ICHN mais a représenté une bonne sécurité ces dernières années - 2 départs en retraite et une installation prévue - hésitation sur devenir de l'atelier hors-sol, serait plutôt conservé avec une embauche à temps partiel - projet métha en cours - intérêt PV pour financer des bâtiments de stockage supplémentaires	NON
102	Bovins viandes, Ovins	120	11 035 €	Perte de l'ICHN impactera fortement le revenu - proches de la retraite, pas de solution de compensation - l'exploitation sera difficilement transmissible	NON
103	Bovins viandes	131	5 667 €	Fin des emprunts en 2017 - perte de l'ichn ne permettra pas d'envisager des investissements autre que le renouvellement indispensable - penche plutôt pour intensification des cultures et arrêt de l'élevage mais ouvert à évolution des techniques sur l'élevage si permet d'apporter de la plus-value voir conversion AB si paiements de la période de conversion effectifs et à l'heure - intérêt PV pour renouvellement des bâtiments vieillissants - tire un revenu car plus d'investissement mais exploitation qui ne sera pas transmissible - ne veut pas que ses enfants s'installent - voir chèque bovin viande	OUI

104	Bovins lait	125	7 300 €	Exploitation sur 2 sites, projet de rassembler sur le site hors du bourg avec construction d'un bâtiment : réflexion PV, voir rentabilité et inquiétude sur l'impact sur les animaux + zone Natura 2000 - Projet d'installation du fils remis en cause par la perte de l'ICHN et les incertitudes pour la PAC 2020 : manque de visibilité + conjoncture prix encore compliquée, attente d'opportunité reprise foncier supplémentaire ou reprise économique du lait - réflexion diminution/arrêt élevage pour prendre un emploi extérieur	OUI
105	Bovins viandes	150	6 541 €	Projet d'installation du fils abandonné étant donné la conjoncture - projet réduction du troupeau et extension des surfaces de cultures - intérêt PV	NON
106	Bovins viandes, Volailles	220	15 897 €	ICHN représente une part importante du revenu - difficulté pour dégager le salaire de l'employé - Un départ en retraite en 2021, installation potentielle du salarié ; deuxième départ en retraite dans quelques années qui nécessitera de retrouver un salarié - intérêt pour améliorer coût de production et marge, voir éligibilité chèque conseil BV ; Possibilité MAEC système herbager à valider	OUI
107	Bovins lait	131	10 682 €	Perte de l'ICHN remet en question la rentabilité de l'élevage, sans marge de manœuvre pour compenser sur la technique : arrêt de l'élevage - les prairies permanentes étaient conservées pour l'ICHN, à terme seront labourées ou abandonnées	NON
108	Bovins viandes, Bovins lait, Ovins	149	5 971 €	pas de possibilité de compenser l'ICHN : ne peut pas augmenter le troupeau, MO insuffisante mais pas assez de rentabilité pour embaucher - système trop intensif pour MAEC - si pas d'amélioration du prix du lait arrêt de l'élevage pour conserver les cultures seules ; investissements nécessaires mais impossibles	NON
109	Bovins lait	199	8 351 €	Conversion AB + travail sur l'autonomie alimentaire pour diminuer les charges, accompagnement du FRAB - année blanche sur 20ke d'annuités + consolidation des prêts bâtiments - intérêt MAEC - Poids des prises de décision seul : recherche d'associé en réflexion	OUI
110	Bovins lait	227	10 277 €	Perte de l'ICHN impacte fortement le revenu - projet d'augmentation de la production laitière/vache en améliorant la génétique et la qualité des fourrages + transfert des prairies permanentes en cultures	NON
111	Bovins lait	94	8 352 €	plusieurs hypothèses envisagées : arrêt anticipé ; arrêt BL ; remplacer par BV et conversion bio ; poursuite BL avec mise aux normes de la salle de traite (non effectuée à ce jour) ce qui donnerait de meilleures chances de garder un salarié (confort de travail) - Diagnostic de transmissibilité réalisé avec la Chambre, objectif : piloter les décisions pour améliorer la transmissibilité de l'exploitation	OUI
112	Bovins viandes, Caprins, Ovins	152	14 000 €	Suivi RESA - difficultés psychologiques	NON
113	Bovins lait	227	17 189 €	Travailler sur la réduction de charges en améliorant l'autonomie alimentaire => projet de séchoir pour valoriser les fourrages produits sur l'exploitation et améliorer l'alimentation azotée	OUI

114	Bovins viandes	113	6 539 €	Exploitant demande le versement pas la Région d'une aide équivalente à l'ICHN - Différents projets : soit retraite sans reprise, soit installation du fils avec construction d'un nouveau bâtiment avec PV et/ou d'un atelier hors-sol - Etude pour couverture PV sur les toitures existantes non aboutie car en amiante	OUI
115	Bovins viandes, Caprins	150	12 923 €	Départ retraite d'un associé et son épouse salariée du GAEC, le 3ème ne veut pas continuer seul et recherche emploi externe - reprise des bâtiments et de la surface par un JA en cours d'installation, décapitalisation des troupeaux - location dans un premier temps car pas de capacité d'achat du jeune - transmission rendue difficile par la perte de l'ICHN	NON
116	Equidés	180	7 410 €	Besoin MO mais trop de charge : attente de mesures de réduction de charges sur les emplois - remplacement matériel à prévoir et projet installation labo pour production de semences IA, voir avec PV - projet MT construction d'un manège	OUI
117	Bovins lait	89	8 176 €	Possibilité retraite à fin 2019, salarié intéressé pour reprise : évaluation du montant de la reprise et de la viabilité économique sans ICHN à réaliser	OUI
118	Bovins viandes, Ovins	117	8 974 €	intérêt MAEC - exploitation en rythme de croisière sans reprise identifiée ni projet particuliers autre que renouvellement de matériel qui sera réfléchi selon la conjoncture de la nouvelle PAC- difficulté de voisinage avec des plaintes récurrentes malgré des efforts réalisés pour diminuer l'impact de l'élevage	NON
119	Ovins	33	4 600 €	travail extérieur depuis 2017, a souhaité conserver l'exploitation familiale mais rencontre d'importantes difficultés depuis plusieurs années - suivi RESA - sans ICHN, question de la pérennité est posée	NON
120	Bovins viandes, Ovins	143	8 150 €	Installation JA en 2018 avec croit interne sur le troupeau et projet construction bâtiment PV - maintien emploi extérieur du JA jusqu'à la retraite du père	NON
121	Bovins viandes	57	7 127 €	système tout en herbe dont la viabilité est remise en question par l'arrêt de l'ICHN - si l'équilibre financier n'est plus atteint, recherchera un travail extérieur en double activité - n'aura plus de possibilité d'investir ou de renouveler le matériel	NON
122	Bovins viandes, Ovins	64	6 703 €	progrès techniques puis dvt troupeau - possibilité recherche travail extérieur - intéressé dvt transformation et VD mais pb de main d'œuvre ; redressement sur dettes CT mis en place en 2017 avec plan d'apurement sur 7 à 15 ans (estimé et lissé à 11 355€/an)	OUI
123	Bovins viandes, Ovins	98	6 682 €	Retraite dans moins de 10 ans et pas de reprise, parcelle des bâtiments en location : n'investira pas ; pas de modification sur le système de production - étudiera MAEC pour compenser partiellement l'ICHN qui impactera le revenu disponible	NON
124	Bovins lait	120	5 361 €	Installation JA fin 2017 étudié sans ICHN - Doublement du troupeau avec installation de 2 robots de traite, aide permettrait de sécuriser le projet - intérêt PV pour bâtiment de stockage, aimerait pour conso de l'électricité sur l'exploitation	NON
125	Ovins	28	4 122 €	Départ à la retraite sans reprise : rdv pris auprès de la MSA, souhait de vendre le foncier et décapitaliser le troupeau	NON

126	Ovins	74	9 117 €	réflexion bio : formation réalisée mais l'exploitation utilise trop de concentrés et il faudrait passer par des achats importants, pas de suite donnée à l'époque mais pourrait revoir le projet en compensation de l'ICHN et des aides ovines qui ont baissées - départ à la retraite dans 5 ans : objectif de faire tourner l'exploitation jusque là, inscription au répertoire à voir	NON
127	Bovins viandes, Bovins lait	177	13 507 €	Arrêt troupeau laitier et développement bovin viande avec achat cheptel Angus et Limousin, objectif 80-90 têtes - réflexion pour réaliser l'engraissement - conversion bio sur les terres en cours	OUI
128	Bovins viandes	164	13 081 €	intérêt MAEC et limiteront les investissements - fin des prêts et rythme de croisière sur productions	NON
129	Bovins viandes, Volailles	360	18 326 €	Projet d'extension des vergers (pommes) avec création d'une réserve d'irrigation et construction d'un bâtiment de stockage, éventuellement avec PV - décès d'un associé en 2017 compensé par une embauche à ce jour, peut-être une recherche d'associé à MT	OUI
130	Bovins lait	165	13 393 €	Augmentation des surfaces luzerne si maintien du prix + aide légumineuse - poursuite sur les contrats de semence (en cours depuis 10 ans) - évolution technique sur la conduite des cultures - intégration d'un projet méthanisation - Investissements à venir pour matériel plus fonctionnel	NON
131	Caprins, Ovins	70	5 215 €	Projet maintien de l'outil de travail jusqu'à la retraite, possible départ pour monsieur en 2021 : combiner retraite et salariat sur l'EARL en arrêtant les chèvres ? Compte sur la baisse des AIT avec peu de renouvellement pour compenser la perte de l'ICHN - Intérêt PV sur les toitures existantes pour dégager un complément de retraite	NON
132	Bovins viandes, Caprins, Volailles	152	17 849 €	Les résultats actuels permettent d'absorber la perte de l'ICHN sans remettre en cause l'équilibre financier mais le départ d'un associé va entraîner des modifications importantes, sans connaître l'incidence réelle de la perte - embauche nécessaire pour conserver la MO qui va alourdir les charges + investissements de modernisation pour améliorer les conditions de travail + rachat capital et compte courant - pas de changement envisagé sur les productions - manque de surface pour la production de fourrage qui entraîne des achats et risques liés	NON
133	Bovins viandes, Caprins	78	7 230 €	départ retraite en 2020 et 2021, pas de projet, pas de transmission	NON
134	Bovins lait	269	13 050 €	Installation JA en cours sans modification, croit interne jusqu'à 90 VL stabilisé cette année - chercheront à agrandir les surfaces de cultures de vente si opportunités	NON
135	Bovins viandes, Volailles	63	5 059 €	Perte de l'ICHN remet en cause l'équilibre financier - projet transformation et vente directe en mettant à profit le savoir-faire de madame (cuisinière) - étude technique et économique à réaliser ; décision à prendre selon niveau d'investissement	OUI
136	Bovins viandes, Caprins	82	7 416 €	Perte de l'ICHN impacte un équilibre déjà fragile - exploitant à moins de 10 ans de la retraite sans reprise identifiée et manque de foncier (pas de possibilité d'agrandissement, terres déleavage) mais souhaitera rechercher un jeune si les résultats s'améliorent - fin d'AIT cette année mais un tracteur à remplacer => pas de marge supplémentaire - limitera les investissements au renouvellement indispensable - réflexion augmentation cheptel bovin et arrêt caprin car lait non ramassé l'hiver (jusqu'à 2 mois pour production insuffisante)	NON

137	Bovins lait	35	4 776 €	Suivi RESA - augmenter le nombre de vaches et la production laitière	NON
138	Bovins viandes	94	6 718 €	intérêt autre MAEC - situation déjà compliquée (suivi RESA) qui s'aggrave avec la perte de l'ICHN et empêchera une future transmission de l'exploitation ; foncier valorisable uniquement par l'élevage	NON
139	Bovins viandes	43	4 625 €	Projet départ à la retraite (droit janvier 2019) - poursuite 1 à 2 ans en recherchant un repreneur pour le foncier et les bâtiments, vente progressive du cheptel - perte de l'ICHN va rendre la transmission encore plus compliquée	NON
140	Bovins lait	124	4 805 €	Installation récente sur la structure - EBE insuffisant pour les AIT, la perte de l'ICHN va venir encore dégrader la capacité de remboursement - Année blanche en 2018 - pas de marge de manœuvre et interrogation sur l'avenir de l'élevage - Amélioration de l'autonomie alimentaire et la technicité pour essayer de retrouver une marge - JA dans l'incapacité d'envisager le rachat des parts de ses parents	OUI
141	Bovins viandes	92	6 541 €	a souscrit MAEC en 2017 pour compenser ICHN mais comment faire dans 5 ans ? Besoin de renouveler du matériel, refaire les couvertures des bâtiments et d'un hangar de stockage, capacité de remboursement insuffisante : regardera PV mais inquiétude sur le devenir des panneaux - intérêt pour travailler sur la partie technique : info chègue bovin viande	NON
142	Bovins lait	153	10 915 €	Intégration d'un projet de méthanisation collectif : travaux en cours, investissement du GAEC de 91k, objectif diversification et diminution des coûts de fertilisation - projet installation de 2 robots de traite pour pallier à des soucis de santé qui pourrait être remis en cause par la perte de l'ICHN dans le cadre d'une conjoncture "lait" incertaine	OUI
143	Bovins lait	176	16 352 €	Projet d'agrandissement par association ou reprise d'une exploitation laitière voisine - projet construction bâtiment PV - installation du fils à venir, actuellement en bac pro départ à la retraite de sa mère fin 2017	OUI
144	Ovins	90	9 110 €	Poursuite de l'activité agricole : reconnaissance travailleur handicapé en cours avec la MSA ; poursuite accompagnement RESA	NON
145	Bovins viandes	218	8 364 €	année très difficile en 2013 que les exploitants peinent à remonter et dette coopérative conséquente (200k€) - projet abandonné d'agrandir le bâtiment pour améliorer le bien être animal et le confort de travail : vont réétudier avec PV - réflexion menée conversion AB mais abandonnée pour l'instant - intérêt MAEC, notamment pour valoriser un linéaire de hales important - ont participé à un projet métha qui n'a pas abouti il y a quelques années	OUI
146	Ovins	145	2 551 €	Diminution de l'atelier ovin peu rentable pour se concentrer sur les cultures et le maraîchage, pas de projet de développement - contacté par une société pour l'installation de PV sur l'exploitation, intéressé pour étudier le projet	NON
147	Ovins	74	9 164 €	diminution du cheptel et coût alimentaire car perte de 12ha de foncier ; achat foncier en cours et reprise 7ha arrêt MAEC (10ke) en 2020, intérêt nouvelle souscription ; limite de MO ; un fils intéressé pour reprise	OUI
148	Bovins viandes, Ovins	89	6 682 €	Exploitation en rythme de croisière, souscription MAEC en 2016 qui compensera ICHN - recherche d'un associé pour partager le travail et réfléchir à conversion bio	OUI

149	Ovins, Volailles	68	8 479 €	Départ d'une associée avant l'âge de la retraite car pas possible de dégager revenu pour 2, intérêt pour pré-retraite - JA reste seul, pas de marge de manœuvre MO, alimentation et capacité d'emprunt - intérêt pour la valorisation des "bonnes pratiques" : voudrait renouveler MAEC mais aimerait meilleure prise en compte des aléas - intérêt bio si création d'une filière de valorisation ovín	OUI
150	Bovins lait	272	15 200 €	Perspectives délicates à envisager avec plusieurs départs à la retraite ces prochaines années et des objectifs différents entre associés (ceux qui restent // ceux qui partent) - projet d'extension de 200 à 400 VL en trouvant des jeunes à installer - étude se fera avec PV - réflexion diversification cultures (création filière patate ?) - réflexion dtv de l'irrigation pour sécuriser les stocks	OUI
151	Bovins viandes	153	7 819 €	Exploitation déjà en difficulté depuis mises au normes 2010 et crise du lait qui a suivi - la perte de l'ICHN va aggraver la situation qui commençait à s'améliorer suite à l'année blanche - bâtiments inadaptés au cheptel et matériel vieillissant mais aucune marge de manœuvre financière - intérêt PV pour remplacer les toitures en mauvais état	NON
152	Bovins viandes, Bovins lait, Volailles	238	12 988 €	Pas de possibilité de compensation ICHN, lancement atelier canard juste terminé - projet installation du fils actuellement salarié du GAEC à MT	OUI
153	Bovins viandes	131	7 813 €	augmentation atelier BV avec construction bâtiment à condition installation du fils - étudié avec PV mais raccordement trop cher - intérêt pré-retraite ou déménagement de l'exploitation sur un zone plus propice - projet d'installation du fils selon conjoncture mais pas possible si pas de terres supplémentaires, actuellement aide familiale + emploi extérieur à temps partiel ; si pas d'installation => arrêt élevage	OUI
154	Bovins viandes, Ovins	255	16 704 €	interrogation sur l'augmentation des cultures au détriment des prairies et diminution de l'élevage étant donné les prix et la baisse de consommation de viande	NON
155	Bovins viandes, Ovins	90	6 681 €	Travail sur la technicité des ateliers pour limiter les charges et l'impact environnemental - à MT réflexion développement vente directe - Projet d'embauche à temps partiel pour dégager du temps	OUI
156	Bovins viandes, Caprins	90	6 781 €	projet d'installation en cours remis en question par la perte de l'ICHN ; remise en question du maintien de l'élevage, notamment caprin qui demande beaucoup d'astreinte seul ; augmentation des cultures au détriment des prairies	OUI
157	Bovins viandes	285	27 335 €	Départ en retraite de 2 associés en 2020 : problématique des rachats PS/CCA + organisation du travail et MO - Eventualité de décapitaliser le cheptel pour limiter les montants de reprise + engraissement génisses - Audit nécessaire	OUI
158	Caprins	212	7 514 €	Reprise d'une exploitation voisine en 2017 pour 330ke avec projet d'installation du fils dans 2 ans - perte de l'ICHN non prévue à la mise en place, bouleverse le plan de remboursement - pas de possibilité d'adaptation	NON
159	Bovins viandes	213	8 176 €	BV : engraissement strict 200 taurillons/an - Plan de redressement en cours, principales dettes crédit mutuel 300k et Océalia 230k - manque de MO et situation financière critique - intérêt pour conversion bio, réduction des phyto déjà entamé avec la MAEC - manque de stockage : intérêt PV en portage - le fils d'un voisin souhaite s'installer et pourrait reprendre pour agrandir l'exploitation familiale déjà en bio	NON

160	Bovins viandes	167	16 352 €	Contrainte du foncier non cultivable - Projet développement de l'engraissement mais nécessité d'investir dans un nouveau bâtiment (200ke pour 1500m2) qui annule l'intérêt économique de l'engraissement : abandon du projet avec l'arrêt de l'ICHN - Ont regardé MAEC mais trop de contraintes administratives - Engagement dans une démarche écologique sans phyto, respect des haies ... intéressés pour un passage en bio mais pas de valorisation supplémentaire sur la Parthenaise	OUI
161	Bovins viandes, Volailles	193	16 675 €	Fin MAEC en 2020 + arrêt ICHN : perte de 38 000€ d'aides qui mettra l'exploitation en difficulté - BV commercialisés en semi-fini : réflexion sur les marges de manœuvre avec évolutions techniques - abandon du projet d'embauche du salarié à temps plein - intérêt renouvellement MAEC	OUI
162	Bovins viandes	85	6 012 €	Suivi RESA : renseignements à prendre sur la retraite + demande RSA en cours - Etude avec CAVEB pour passer de taurillons à JB et quels gains possibles - intérêt MAEC - étude vente d'un tracteur pour trésorerie	NON
163	Equidés	250	6 121 €	Départ en retraite dans 2 ans et transmission au fils en cours d'installation sur une exploitation voisine en bio - arrêt élevage et abandon des terres non cultivables générant l'ICHN (vente et si pas d'acheteur ne s'occupera plus de l'entretien)	NON
164	Bovins lait	116	8 176 €	travail sur coût de production avec arrêt contrôle laitier et insémination, augmentation du pâturage pour baisser le coût alimentaire, dt d'un petit atelier de BV parthenaise pour la retraite	OUI
165	Bovins viandes, Caprins	162	8 176 €	Réflexion augmentation du cheptel caprin pour compenser mais inquiétude charge de travail / MO et âge - fils en études agricoles : attente de son choix pour une éventuelle reprise	OUI
166	Bovins viandes, Ovins	124	8 352 €	Pas de possibilité de modification sur l'exploitation : limite MO, pas de reprise, pas propriétaire de l'exploitation - Projet éolien sur une parcelle refusé par la commune - Compte sur un renouvellement de la MAEC pour maintenir un revenu - Aimerais voir transmissibilité pour éventuellement accueillir un jeune	OUI
167	Bovins viandes, Ovins	133	14 500 €	Pas de modification - percevait 2ke d'ICHN jusqu'en 2017, augmentation en 2018, reprendront l'ancien fonctionnement - intérêt MAEC : achat foncier en 2018 qui permet d'étudier la possibilité (baisse du chargement) - inquiétude sur rigidité du système et paiement - aimerait voir le retour d'une aide directe au maintien de l'élevage (type prime à l'herbe)	NON
168	Bovins viandes, Ovins	102	9 164 €	perspective reprise 90ha de foncier qui sécurisera l'autonomie fourragère - projet bâtiment engraissement agneaux avec alimentation automatisée et charge de travail importante pour la MO dispo - perte ICHN impactera les revenus sans remettre en cause les équilibres financiers mais inquiétudes pour faire face aux aléas et pour le devenir de la MAEC	OUI
169	Bovins viandes, Ovins	114	8 121 €	La perte de l'ICHN va aggraver les difficultés de l'exploitation - arrêt atelier caprin en 2016 - le foncier ne permet pas d'être autonome en alimentation et en fourrage - projet de construction d'un bâtiment pour les bovins, éventuellement avec PV (refus de la banque à ce jour) - projet d'installation d'un jeune d'ici 5-6 ans	NON
170	Caprins, Ovins	207	14 893 €	Installation de 2 nouveaux associés à l'étude en 2019 pour partager le travail - difficultés rencontrées avec le manque de fourrage produit sur l'exploitation	NON

171	Bovins lait, Caprins	259	18 731 €	Poursuite sans modification - réflexion installation robot traite et alimentation pour améliorer les conditions de travail - intérêt PV sur bâtiments existants - suite au départ d'un associé en 2016, recherche d'un remplaçant, associé ou salarié	NON
172	Bovins viandes	97	6 451 €	Arrêt ICHN + fin MAEC - intérêt pour développement d'une centrale PV au sol + sur les toitures existantes - mise en place irrigation pour atteindre l'autonomie alimentaire - réflexion ouverture d'une gîte et projet de recherche d'une autre activité en télétravail ; Si projets trop coûteux, réflexion arrêt	OUI
173	Bovins viandes, Ovins	110	8 700 €	Plus d'emprunt à ce jour mais objectif transmission du père, associé non exploitant : CCA et PS importants qui vont modifier les équilibres financiers. Travailler sur le qualité et la valorisation des produits pour atteindre un système rentable sans aides	NON
174	Bovins viandes	119	7 741 €	Préparation départ en retraite : plus d'investissement car pas de reprise familiale - recherche de transmission - Exploitation déjà en difficulté	NON
175	Bovins viandes, Ovins	171	8 176 €	Départ à la retraite dans quelques années, projet transmission progressive au salarié à partir de 2019 ; projet rendu compliqué sans ICHN sur un système à l'herbe	OUI
176	Bovins viandes	54	5 795 €	Association en cours pour fin 2019 avec une exploitation voisine et installation JA : concentration des structures pour pallier à la perte de l'ICHN - besoin d'agrandir les bâtiments pour loger le cheptel, étude en cours avec PV	NON
177	Bovins viandes, Ovins	73	8 063 €	Arrêt ovin et augmentation bovin à 80 vèlages - évolution sur l'alimentation - nécessiterai un nouveau bâtiment : intérêt PV - réflexion MAEC	OUI
178	Bovins viandes	179	12 538 €	Poursuite des projets mis en place ces dernières années avec développement vente directe et travail sur les marges avec Bovin Croissance - renouvellement matériel et rachat CCA à prévoir - étude installation PV sur nouveau bâtiment en cours	OUI
179	Ovins, Bovins viandes	89	6 108 €	exploitation déjà en difficulté - réflexion sur la conduite de l'atelier BV pour arrêt engraissement et rationalisation de la gestion, voir chèque conseil BV - réflexion MT diminution BV et création atelier hors sol - compte sur la poursuite de la MAEC	OUI
180	Ovins	115	8 373 €	intérêt portage PV pour bâtiment ovin ; intérêt MAEC système herbager ou maintien des haies ; arrêt ovin envisagé	OUI
181	Bovins viandes, Ovins	181	20 218 €	réflexion sortie d'un associé - travail technique sur ovin - réduction activité bovin (arrêt engraissement) en discussion	OUI
182	Bovins viandes	285	24 185 €	Départ à la retraite d'un associé au 31/12/18 et séparation des 2 autres : transformation du GAEC en GFA, un associé reprend le troupeau en diminuant à 66 vèlages et 160ha avec projet d'installation de son épouse et conversion bio - l'autre associé reprend 120ha en culture de vente conventionnelle - rupture contrat MAEC qui entraîne le remboursement de 99ke (demande diminution étant donné conversion bio, à l'étude par la région) - PV de 2012 sur les stabulations	OUI
183	Ovins	78	5 050 €	arrêt caprin et augmentation ovin pour limiter les astreintes en raison de l'âge - manque de surface qui oblige à des achats de fourrage financés jusqu'ici par l'ICHN - intérêt MAEC en compensation	OUI
184	Bovins viandes, Volailles	118	8 136 €	poursuivre d'activité et améliorer les conditions de travail et l'autonomie alimentaire - réflexion sur procédure RJ - Poursuite accompagnement RESA et MSA	NON

185	Bovins lait	266	8 131 €	Arrêt élevage en 2018 - projet conversion bio sur 6ha avec objectif MT de cultiver des légumes de plein champ - projet bâtiment poulet bio avec PV pour installer sa compagnie - intérêt pour PV sur les bâtiments existants pour diversifier les revenus	OUI
186	Bovins viandes, Ovins	128	11 679 €	Départ en retraite d'un associé non remplacé et passage en EI - projet arrachage des haies pour faciliter la culture et augmenter les surfaces en céréales pour autonomie alimentaire, diminution charge de travail et réduction des coûts - projet de construction d'un bâtiment de stockage pour le fourrage	NON
187	Bovins viandes, Caprins	95	8 141 €	Arrêt BV et augmentation caprin - souhait de trouver un mi-temps à l'extérieur de l'exploitation	NON
188	Bovins viandes	103	7 176 €	Impact important sur le revenu et pas de projet de développement étant donné l'âge - réflexion arrêt élevage et conserver le foncier avec emploi extérieur ou retraite en conservant le foncier (à valider avec la msa)	NON
189	Bovins viandes, Caprins	103	6 055 €	Objectif retraite et transmission : recherche de repreneur - pas de projet, la perte de l'ICHN impactera directement le revenu	NON
190	Ovins	36	4 483 €	Mme EI ovin, monsieur EI bovin + travail extérieur - diminution dans les années à venir pour diminuer la charge de travail et prévision retraite - pas d'enfant repreneur et exploitation vétuste, difficilement transmissible - arrêt d'un élevage (bovin ou ovin) ou arrêt activité extérieur de monsieur et rassembler en une société	OUI
191	Caprins, Bovins viandes	135	6 681 €	Audit pertinent pour évaluer les 2 options Perte de l'ICHN impactera le revenu disponible mais pas d'évolution envisagée - Réfection toiture à prévoir sur bâtiment bovin : intérêt PV - rythme de croisière avec renouvellement matériel uniquement - salariée intéressée pour une reprise à MT	NON
192	Bovins viandes, Ovins	129	6 541 €	Selon la rentabilité déagée hors ICHN, réflexion pour rassembler l'exploitation sur un seul site en aménageant un nouveau bâtiment pour rationaliser le travail et améliorer les résultats	OUI
193	Ovins	54	7 941 €	Projet PV en cours, bergerie déjà équipée - parents proches du départ à la retraite, perspective de reprise de leur cheptel bovin pour diversifier - demande aide à l'achat de cheptel et augmentation assiette MAEC	OUI
194	Ovins, Volailles	189	6 331 €	Construction nouveau bâtiment volaille en cours pour mise en service fin 2019 - Projet PV sur toitures existantes - intérêt MAEC (avait MAEC rotationnelle, intérêt pour retour de la mesure) - arrêt ovin sous 2-3 ans - souhaiterait trouver des surfaces supplémentaires	NON
195	Bovins viandes	57	4 554 €	Exploitation suivie par le RESA, déjà en difficulté : la perte de l'ICHN va aggraver la situation - pas de modification : intérêt MAEC	NON
196	Bovins lait, Ovins	155	13 231 €	départ de 2 associés ces dernières années, charge importante remboursement PS et CCA - remplacement MO par des salariés => coût important et difficulté à fidéliser - Agrandissement troupeau laitier en cours, réflexion amélioration technique, travail génétique - projet bâtiment pour améliorer les conditions d'élevage et de travail, étude avec PV mais zone classée - réflexion arrêt ovin cause manque de temps - intérêt MAEC selon fonctionnement - Etude avec la laiterie pour passer en production certifiée sans OGM mais surcoût alimentaire supérieur au gain	OUI

197	Bovins viandes, Bovins viandes	109	8 119 €	conversion du troupeau charolais en Angus avec contrat 7 ans renouvelable sur broulard Angus puis augmentation cheptel ; rénovation d'un bâtiment avec PV en projet ; réflexion bio si valorisation du label sur la viande	NON
198	Bovins viandes	198	8 352 €	Intérêt MAEC pour maintien et entretien des haies - difficultés de trésorerie avec des dettes CT importantes, devraient s'améliorer en 2022 avec baisse AIT, restructuration à envisager - Pas de modification sur l'exploitation, aimerait prendre un salarié à MT mais pas possible financièrement	NON
199	Ovins	103	7 361 €	Projet d'amélioration de l'outil de travail avec construction d'un bâtiment pour optimiser la charge de travail + reprise de 48ha en 2018 et 2019 aux beaux-parents pour extension cultures - intérêt des enfants pour installation à MT	OUI
200	Bovins viandes	105	6 108 €	dt surfaces GC (+8ha) + label Terre avec VSN - intéressé label HVE - étude PV réalisée mais pas d'équilibre, se dirigerait vers ce type d'installation avec des aides	NON
201	Bovins viandes	154	4 346 €	arrêt du lait en 2017 - projet de dt prestation moisson - réflexion MAEC, voir conversion bio + dt vente directe ou circuit court (par boucherie) - projet PV sur toiture existante à l'étude - retraité dans 10 ans sans reprise identifiée	OUI
202	Bovins viandes, Volailles	102	6 540 €	développement volailles avec construction d'un deuxième bâtiment label ; réduction cheptel BV ; dégager du temps avec une embauche partielle par la création d'un groupement d'employeur ; recherche de voisins intéressés ; intérêt renouvellement MAEC en 2020	OUI
203	Bovins viandes	124	7 398 €	construction bâtiment stockage fourrage, actuellement dehors - intérêt pour installer PV	NON
204	Bovins viandes	135	8 101 €	Réorganisation de la production il y a 2 ans - Suivi technique pointu en place depuis plusieurs années qui donne de très bons résultats - Projet irrigation pour sécuriser les récoltes - Adhésion projet métha du Niortais - Reprise foncier en cours	NON
205	Bovins viandes, Ovins	179	13 082 €	Départ à la retraite du père, arrêt ovin, pas de dt possible par rapport à la MO ; intérêt MAEC et PV avec réserves	OUI
206	Bovins viandes	91	7 226 €	réflexion développement engraissement et réduction des coûts - investissement bâtiment de stockage nécessaire mais différé en raison de l'ICHN	OUI
207	Bovins lait	79	7 007 €	L'ICHN représente la quasi totalité du revenu de l'exploitant - projet d'installation du fils mais nécessite des aménagements importants dans les bâtiments (coût élevé) ; arrêt de l'ICHN pourrait remettre en cause l'installation sur l'exploitation, gérant arrêterait alors le lait pour conserver les cultures et compléter par une activité salariée	OUI
208	Bovins lait	174	14 046 €	stratégies différentes pour les associés qui remettent en cause la pérennité de l'exploitation - cheptel limité par une production de fourrage insuffisante et impossibilité de trouver d'autres terres, augmentation surface en herbe pour s'adapter - audit nécessaire - projet PV en cours avec porteur	OUI
209	Bovins viandes	129	14 917 €	Projet agrandissement du bâtiment pour améliorer les conditions et extension de cheptel selon la conjoncture - développement vente directe - Réflexion création atelier hors-sol canard en intégration - Intérêt MAEC mais freiné par les contraintes - Nécessité d'avenant JA pour tout développement (coût et délai)	OUI

210	Bovins viandes	210	11 439 €	OUI	Difficultés de trésorerie avec les délais d'enlèvement des animaux (jusqu'à 3 mois et paiement 15 jours après abattage) - Retard paiement MAEC - Perte de temps sur l'administratif, trop lourd avec des demandes répétitives des organismes => création d'une base commune pour partager les informations ? - Evolution de l'atelier d'engraissement des taurillons pour optimiser les résultats techniques et limiter les frais véto - contact chèque conseil BV - intérêt vente directe avec valorisation des animaux accidentés actuellement : inquiétude avenir de l'abattage d'urgence, pas possible de développer car manque MO et localisation trop isolé
211	Bovins viandes	154	7 372 €	OUI	Projet diversification volailles d'ici 2020 pour conserver la MO extérieure employée depuis l'arrêt des parents et diminution BV ; perte potentiel de 45ha dans 2 ans à la fin du bail cause mécontente avec le propriétaire - travail sur l'autonomie alimentaire avec la production de l'aliment sur l'exploitation - intérêt MAEC - Fin des prêts JA cette année qui devrait soulager la trésorerie
212	Bovins viandes	85	7 358 €	NON	projet photovoltaïque sur les bâtiments existants cette fin d'année - intérêt MAEC pour 2019 - pas de modification de production
213	Caprins	168	6 150 €	NON	arrêt élevage et emploi extérieur - projet initial d'installation de son frère avec modernisation de l'atelier caprin qui nécessitait un nouveau bâtiment mais investissement trop important pour la rentabilité et pas de marge de sécurité - projet abandonné - départ à la retraite de la mère en fin d'année sans remplacement
214	Bovins viandes, Caprins	64	7 060 €	OUI	Augmentation cheptel bovin à 60 VA - arrêt caprin et construction d'une nouvelle stabulation - projet en autoconstruction sur 3 ans - achat d'un taureau pour renouvellement génétique du cheptel
215	Bovins viandes	65	7 465 €	OUI	Pas de possibilité de compensation directe : augmentation du troupeau démarrée en 2018 + surfaces supplémentaires en 2019 pour essayer de maintenir le revenu - contrainte MO
216	Ovins	83	9 164 €	OUI	Projet de construction d'une bergerie abandonné avec la perte de l'ICHN (correspondait à l'AIT prévisionnelle) : les bâtiments sont anciens et peu fonctionnels, nécessitent bcp de MO déjà très sollicitée par la VD - épouse en cours d'installation avec reprise de 45ha qui va sécuriser l'alimentation, augmentation cheptel à 700 brebis, dtv VD et intégration d'un magasin de producteurs - inquiétude sur la poursuite de la MAEC après 2020
217	Bovins viandes, Ovins	120	5 905 €	NON	dtv prestation de service CUMA et extérieur - toitures en mauvais état : intérêt PV pour couvrir l'investissement - difficultés avérées avec tracteur en panne (coût 6000€), sans possibilité financière de réparer
218	Bovins lait	134	6 736 €	OUI	La perte de l'ICHN impacte fortement le revenu dégagé et rend la transmission de l'exploitation compliquée - projet d'améliorer l'autonomie alimentaire pour diminuer les coûts de production en diminuant le troupeau ou en recherchant de la surface supplémentaire
219	Bovins lait	124	11 569 €	OUI	Exploitation BL qui touche l'ICHN depuis 2016 et pourra retrouver un fonctionnement antérieur - Projet reprise exploitation du beau-père d'un des associés 100ha SAU d'ici 2 ans, nécessiterait l'embauche d'un salarié - Perspective départ retraite d'une associée 2-3 ans - Intérêt MAEC - intérêt PV

220	Bovins viandes	89	5 533 €	Arrêt de l'élevage et passage des prairies en grandes cultures en attendant la retraite, exploitation non transmissible	NON
221	Bovins viandes	102	8 176 €	Exploitation en rythme de croisière qui souhaite développer son débouché en circuit court et améliorer sa visibilité pour trouver plus de valorisation - intérêt chèque conseil BV pour travailler sur la rentabilité de l'atelier	OUI
222	Bovins viandes, Bovins lait	99	7 821 €	Conversion bio en cours, projet embauche d'un salarié en fin de conversion ; inquiétude sur le devenir des aides au maintien et les délais de versement des aides à la conversion - diminution cheptel BV depuis 2 ans	OUI
223	Ovin	187	15 594 €	départ en retraite d'un associé fin 2019 : réflexion pour adapter l'exploitation à une personne avec réduction cheptel, délégation de travaux à l'ETA, éventuellement embauche d'un salarié pour décaler du temps libre - plusieurs scénarii de départ à envisager - intérêt d'un audit	OUI
224	Bovins viandes, Bovins lait, Volailles	260	19 515 €	Exploitation sur deux sites éloignés : projet de construction d'un nouveau bâtiment de stockage pour regrouper, intérêt PV - intérêt méthanisation pour un projet individuel (micro) - intérêt pour future MAEC dans le cadre de la préservation des haies - Recherche terres supplémentaires pour gagner en autonomie en paille	OUI
225	Bovins viandes, Ovins	86	8 176 €	Année blanche partielle réalisée en 2017 - conversion AB récente pour améliorer la valeur ajoutée, augmentation du troupeau en cours pour atteindre 200 brebis d'ici 5 ans et développer un atelier d'engraissement pour les agneaux => investissements à prévoir - intérêt MAEC à la fin de la période de conversion - restructuration bancaire à envisager	OUI
226	Bovins viandes, Volailles	93	10 174 €	Réflexion développement vente directe - projet construction bâtiment de stockage car manque de place - départ à la retraite d'une associée dans les années à venir, réflexion embauche salarié en remplacement	OUI
227	Bovins viandes, Caprins	96	5 707 €	Pas de modification - commence à envisager la transmission et aimerait trouver un jeune à installer	NON
228	Bovins viandes	263	6 541 €	Objectif d'augmenter les cultures de vente mais limité par les rendements faibles => améliorer le foncier avec drainage ; développer l'autonomie alimentaire sur les fourrages ; volonté d'améliorer les conditions de travail pour l'exploitant et les salariés et de décaler du temps libre - difficultés techniques avec un problème respiratoire sur les bovins lié à la construction du bâtiment : trouver une solution pour améliorer les résultats - projet bâtiment génisses pour améliorer le confort des animaux et les conditions de travail	OUI
229	Bovins viandes, Volailles	87	6 541 €	Arrêt ovin et démarrage poulet en 2017 (prêt réalisé pour une AIT de 8 612€, non comptabilisée dans AIT 2019) - projet construction de 2 bâtiments poulet supplémentaire + nouveau bâtiment BV avec PV pour regrouper le troupeau sur un seul site, diminution BV à 30 VA cette année	OUI
230	Bovins viandes, Ovins	150	13 363 €	La perte de l'ICHN impactera directement le revenu + fin MAEC en 2020 qui remettra l'équilibre en question : voir report d'emprunt pour conserver un revenu	NON

231	Caprins, Ovins	64	8 559 €	Difficultés de trésorerie après plusieurs années de dégâts sur le cheptel (attaque, vol, maladies...) - Projet amélioration du troupeau pour vente de reproducteurs et viande en label - animaux non éligibles dirigés vers la vente directe - développement sur poulet, palmpède et bovin (2-3 VA) pour diversifier la gamme de produits en vente directe + création d'un local - développement agritourisme : actuellement organisation de randonnées avec projet de construction d'un chalet pour organiser des dégustations - possibilité diminution du cheptel pour permettre ces développements - construction d'un nouveau bâtiment avec PV pour optimiser le travail (bâtiments actuels vétustes)	OUI
232	Bovins viandes	170	16 352 €	Départ en retraite d'une associée, sera certainement remplacée par un salarié - perte de l'ICHN impactera fortement le revenu disponible - pas de solution envisagée, simulations économiques à réaliser	NON
233	Bovins viandes	142	5 412 €	dvt GC avec contractualisation ; réflexion de diversification sur héliciculture ou aviculture non retenue - proposition dispositif "chèque conseil bovin" mais système déjà optimisé - intérêt MAEC - exploitation zone Natura 2000 qui ne peut pas évoluer : idée de développer l'engraissement taurillon, pas possible car manque de bâtiment	OUI
234	Bovins viandes, Veaux de boucherie	192	18 948 €	Les résultats de l'exploitation permettent d'absorber la perte de l'ICHN mais diminution de la capacité d'autofinancement - objectif amélioration de l'autonomie fourragère (recherche de 40ha supplémentaires et amélioration du drainage pour sécuriser les récoltes) - 2 départs en retraite à venir qui aboutiraient sur une diminution de l'atelier d'engraissement	NON
235	Bovins viandes	87	4 751 €	Réflexion développement d'un atelier d'engraissement de taurillons en sous-traitance ou achat brouards et revente JB	OUI
236	Bovins lait	118	5 387 €	Conversion AB démarrée en 2019 - projet d'installation du fils en conservant le salarié sans agrandissement	OUI
237	Bovins viandes	201	6 541 €	Exploitation suivie par le RESA, déjà en difficulté - consolidation en 2016 avec la banque qui n'a rien résolu : manque de rentabilité sur tous les ateliers - nécessite une analyse technique et la mise en place d'actions correctrices - RJ envisagé	NON
238	Caprins	197	7 363 €	déplacement, extension et modernisation élevage avec installation JA ou embauche - travail technique - veut se dégager du temps - si projet n'aboutit pas, arrêt élevage et double activité céréales - emploi extérieur - intérêt PV	OUI
239	Bovins viandes, Porcins	272	6 875 €	Equilibre financier remis en cause : sortie de la mère du gérant de la structure l'année dernière avec une dette familiale à rembourser. Pas de capacité - Pas de projet possible et foncier difficile - Exploitant aimerait voir le déplaçonnement des MAEC dans ce contexte pour compenser la perte d'ICHN	NON
240	Ovins	131	9 164 €	Pas d'investissement prévu après des projets conséquents ces dernières années : objectif de stabilisation et d'amélioration de la productivité - l'arrêt de l'ICHN impacte fortement l'EBE et va fragiliser l'exploitation - manque de MO (salarié 1/3 tps insuffisant) mais pas de rentabilité suffisante pour embaucher - nécessité d'augmenter le foncier pour sécuriser l'appro fourrage (manque cette année qui a conduit à des achats conséquents) ; prévoit une diminution du cheptel pour adapter à la MO et dégager du temps libre - prochains investissements matériels seront réfléchis pour améliorer les conditions de travail	OUI

241	Ovins	109	9 124 €	Exploitation en période de croisière qui voit la fin de plusieurs prêts, ce qui permettra d'absorber l'arrêt de l'ICHN, à condition de raisonner les investissements à venir - Exploitation possédant plusieurs ha de bois, intéressée par la création d'une filière de valorisation	NON
242	Bovins viandes	109	7 089 €	augmentation du troupeau et travail sur perf techniques, réduction cultures de vie pour autonomie alimentaire, intérêt MAEC, limitation des investissements	OUI
243	Caprins	120	7 325 €	Départ retraite de 2 associés en 2020 : réflexion recherche d'un salarié en remplacement ou diminution du cheptel - Projet d'installation de panneaux PV sur les toitures existantes (un bâtiment déjà équipé)	OUI
244	Bovins viandes, Ovins	175	18 069 €	intérêt MAEC mais ne rentrent pas dans les critères actuels - retraite d'un associé sans remplacement pour permettre d'augmenter les prélèvements - IEBE est déjà insuffisant face aux emprunts et prélèvements, la perte de l'ICHN va aggraver la situation et poser la question de la viabilité de l'exploitation à terme.	NON
245	Bovins viandes, Volailles	68	6 770 €	Développement sur volailles en 2017, plan de financement réalisé avec ICHN, remise en cause de l'équilibre de l'exploitation malgré souscription MAEC - projet développement avec installation de sa compagne sur canard bio, diminution BV - intérêt renouvellement MAEC - intérêt projet individuel éolienne sur l'exploitation pour autoconso - construction bâtiment stockage PV en cours avec investisseur	OUI
246	Bovins viandes	180	13 743 €	revenu déjà insuffisant avec ICHN - projet de diversification en paysan-boulangier (étude à démarrer, voir si soutiens publics possibles) et évolution système de production pour améliorer la valeur ajoutée - baisse nb vélage pour adapter à la MO - MAEC depuis 2015, intérêt pour nouveau contrat - besoin stockage mais pas de capacité pour investir => intérêt PV en portage	OUI
247	Bovins lait	120	7 913 €	exploitation surendettée, la suppression de l'ICHN va aggraver la situation ; suivi RESA ; étude location toiture pour PV en cours ; pas de projet possible car pas de capacité d'investissement	NON
248	Bovins viandes, Ovins	152	16 248 €	dvx atelier ovin déjà à l'étude - changement de race mais perte de l'ICHN met en péril le nouveau projet - souhaitent compensation par augmentation des aides PCAE dans le cadre de l'investissement et MAEC "spéciale" herbe	OUI
249	Ovins	45	5 441 €	Reprise de 43ha à un voisin en 2019 pour agrandir l'exploitation : si se concrétise, projet construction nouvelle bergerie et achat agnelles pour augmenter le cheptel - négociation en cours avec océalia pour étalement de la dette CT	OUI
250	Bovins viandes	125	5 443 €	poursuite jusqu'à fin ITT pour assainir la situation puis reconversion pro	NON
251	Bovins viandes, Palmipèdes	86	6 682 €	Départ à la retraite des associés en 2020 et 2024 : cessation progressive avec cession du foncier et des bovins en 2020 à un GAEC voisin dans le cadre d'un agrandissement avec installation puis de l'atelier avicole en 2024	NON
252	Bovins lait, Caprins, Volailles	207	13 850 €	Arrêt de la production caprine avec un site inadapté et des contraintes de voisinage - augmentation du troupeau bovin de 30% en agrandissant le bâtiment existant de 400 m2 - Prise de parts dans un méthanaiseur cette année - interrogation sur la pérennité de l'exploitation - Projet d'installation d'une éolienne sur l'exploitation qui générera 2ke/an	OUI

253	Bovins viandes, Ovins	110	6 541 €	investissement dans 2 bâtiments neufs en 2018 pour 150k, pas de PV en raison de l'orientation/localisation - renouvellement matériel à prévoir d'ici 2020 - réflexion augmentation cheptel ovin avec la nouvelle bergerie et embauche pour se dégager du temps libre - perte de l'ICHN va fragiliser l'équilibre économique, objectif de consolider la situation après les récents investissements	NON
254	Bovins viandes	160	13 656 €	2 départs en retraite à venir, réflexion pour remplacer par 1 UTH (salarié ou nouvel associé ?) et passer tout en herbe pour limiter le besoin MO - idée de diversifier en vente directe mais nécessite des investissements et de la MO -	OUI
255	Bovins viandes	103	7 000 €	Intérêt pré-retraite - projet bâtiment PV mais coût raccordement trop élevé	NON
256	Bovins viandes	143	11 810 €	Départ en retraite d'un associé fin 2019, projet d'installation de la campagne du restaurant ou embauche d'un salarié - inquiétude sur la capacité à racheter les parts sans ICHN - intérêt MAEC	OUI
257	Bovins viandes, Volailles, Palmipèdes	198	19 676 €	Installation d'un JA en remplacement de son père fin 2019 avec modernisation de l'atelier canard sans agrandissement - problématique de stockage des effluents : intérêt pour un contrat d'approvisionnement avec une usine de méthanisation et rachat et épandage du digestat - Intérêt développement photovoltaïque pour diversifier les revenus - Réflexion pour l'ouverture d'un point de vente sur l'exploitation pour ramener une valeur ajoutée supplémentaire	OUI
258	Bovins lait	139	13 800 €	Projet de modernisation pour adapter l'outil de production au troupeau : construction d'une nouvelle stabulation et salle de traite à étudier - incertitude sur l'avenir du GAEC avec des objectifs différents	OUI
259	Bovins viandes, Volailles	266	9 375 €	Départ d'un associé fin 2018 non remplacé - réorganisation de l'atelier allaitant pour un meilleur suivi technique et optimiser la valorisation - diminution VA à 100 vélages	OUI
260	Ovins	136	7 403 €	Projet d'augmentation du cheptel d'environ 200 brebis (arriver entre 800 et 850), ce qui pourrait nécessiter la construction d'un nouveau bâtiment - nécessité de renouvellement de matériel (vétuste), rendu compliqué par la perte de l'ICHN	OUI
261	Bovins viandes	172	8 176 €	Pas possibilité d'évolution sur cette exploitation après doublement du troupeau ces dernières années et construction bâtiment - souhaite travailler sur l'aspect technique : présentation "chèque conseil BV" - Projet PV mais inquiétude encours, voir en portage ou aide sur raccordement - intérêt système MAEC, souscrit en 2015 mais retard de paiement : ne s'engagera plus sans assurance paiement	OUI
262	Bovins viandes	164	8 176 €	Départ à la retraite en 2020 : n'ont pas trouvé de repreneur, sans ICHN les élevages sont encore moins attractifs pour les jeunes - le foncier sera repris par un exploitation voisine et l'élevage va disparaître	NON
263	Bovins viandes	162	5 311 €	Pas de possibilité de modification sur la production : diminution revenu - limiter l'apprenti - intéressé renouvellement MAEC ou nouveau contrat - projet PV en cours	NON
264	Bovins viandes	190	6 541 €	Projet patrimonial avec achat du corps de ferme et rachat PS / CCA de l'associé non exploitant - projet de construction de 2 bâtiments PV pour le stockage de matériel et l'engraissement - souhaite étudier la possibilité d'installer un jeune - mise en avant du temps de gestion de l'administratif, projet de déléguer - se dégager du temps (vacances)	OUI

265	Bovins viandes, Ovins	143	5 603 €	<p>Système extensif soutenu par ICHN et MAEC - perte ICHN impacte fortement l'équilibre économique - Problématique de charge de travail importante qui génère des difficultés de suivi technique - Objectif de diminuer le cheptel bovin pour adapter à la MO et améliorer l'autonomie alimentaire =&gt; améliorer les résultats techniques</p> <p>Problématique de main d'œuvre depuis le départ à la retraite des parents : recherche associé ou intérêt pour développer un groupement d'employeurs - besoin de bâtiments, réfléchi avec photovoltaïque - sensibilité environnemental, intérêt pour MAEC et conversion bio</p>	OUI
266	Bovins viandes	150	6 394 €		OUI
267	Bovins viandes, Ovins	176	6 541 €	problématique de MO : diminuer voir arrêter la production ovine - dtv bovin - opportunité reprise 20ha avec départ à la retraite d'un voisin	OUI
268	Bovins viandes, Caprins	108	7 142 €	Système performant qui sera peu impacté par la perte de l'ICHN - Poursuivre amélioration génétique du troupeau caprin pour augmenter la vente de reproducteurs et les perf/chèvre - difficultés liées à la charge de travail - intérêt MAEC mais contraintes importantes	NON
269	Bovins lait	85	8 353 €	Pénalités sur la qualité du lait : résultats techniques à améliorer - projet 2019 rallonger un bâtiment pour les génisses et du stockage + renouvellement matériel - départ à la retraite d'une associée sous 2-3 ans - intérêt MAEC	OUI
270	Bovins viandes	190	8 300 €	revenus ok après ICHN mais bâtiments vieillissants et investissements conséquents pour peu de rentabilité ; préféreraient investir dans du stockage de céréales (éventuellement PV) que dans l'élevage et recherche foncier supplémentaire - mise en place de cultures à valoriser dans le méthaniseur voisin - pas de modif sur l'élevage, s'axent plutôt grandes cultures - à moyen-long terme, un fils souhaite reprendre	NON
271	Bovins viandes, Caprins	110	8 176 €	projet PV abandonné à réétudier - intérêt MAEC selon les contraintes - un fils intéressé par une reprise à la retraite du père	NON
272	Bovins viandes, Ovins	110	13 200 €	pas de modification, attente fin des prêts pour retrouver une capacité de prélèvement - souhaite voir année blanche - renouvellement tracteur à prévoir	NON
273	Bovins viandes, Ovins	144	17 090 €	La perte de l'ICHN aggrave la situation économique fragile de l'exploitation - plusieurs scénarii envisagés et réflexion départ en retraite d'une associée : arrêt ovin (pb techniques récurrents sur le troupeau), conversion bio en augmentant la surface en cultures de vente ; projet PV ; Le plus jeune associé n'exclut pas la recherche d'un emploi extérieur	OUI
274	Bovins viandes, Caprins	95	7 293 €	Reprise de 50ha qui vont permettre l'autonomie fourragère et une amélioration des résultats - construction bâtiment de stockage à prévoir	NON
275	Bovins viandes, Ovins	49	5 603 €	Augmentation du cheptel bovin avec vente des mâles + têt et réforme plus jeune - diminution cheptel ovin - étudier la possibilité de valoriser quelques vaches en direct avec un boucher	OUI
276	Bovins lait	122	4 981 €	important projet de dtv en 2016 dont la rentabilité peut être compromise par l'arrêt de l'aide - pas d'autre projet mais continuera de travailler à la réduction des charges	NON

277	Bovins viandes, Ovins	217	9 361 €	Etude en cours pour construction bâtiment PV avec porteur pour stockage + couverture bâtiments existants - Réflexion arrêt ovins, développement bovins en extensif, éventuellement conversion bio avec non remplacement du salarié (installé en parallèle, arrêtera sous 2-3 ans) - Difficulté de se projeter sans visibilité sur les prix et les aides - Intérêt MAEC	OUI
278	Bovins viandes, Ovins	217	8 352 €	Etude en cours pour construction bâtiment PV avec porteur pour stockage + couverture bâtiments existants - Réflexion arrêt ovins, développement bovins en extensif, éventuellement conversion bio avec non remplacement du salarié (installé en parallèle, arrêtera sous 2-3 ans) - Difficulté de se projeter sans visibilité sur les prix et les aides - Intérêt MAEC	OUI
279	Ovins	67	7 219 €	Pas de modif - recherche repreneur pour prépa retraite, à l'écoute d'opportunité pour du foncier	OUI
280	Bovins viandes	173	8 176 €	poursuite accompagnement RESA - accompagnement technique - résolution dettes CT	NON
281	Bovins viandes	296	6 383 €	Projet construction de 2 bâtiments avec PV pour rassembler le cheptel sur un site et du stockage - pas de modification	NON
282	Bovins viandes	194	15 640 €	Prévision de départ à la retraite d'un des associés, projet du plus jeune de rester seul en diminuant le cheptel pour adapter à la MO et recourir à un salarié - contraintes importantes avec projet de route qui traverse l'exploitation - réflexion conversion bio et intérêt pour les filières de qualité/contrats sur les bovins	OUI
283	Caprins, Ovins	58	5 372 €	Pas de modification du système d'exploitation, rythme de croisière qui permet d'absorber la perte de l'ICHN - rendra la transmission difficile - Projet PV avec intérêt pour autoconsommation d'une partie de l'électricité produite	NON
284	Bovins viandes	75	7 827 €	L'ICHN touchée depuis 2 ans devait compenser la baisse des DPB - impact fort sur le niveau de revenu - arrêt du lait sous 4 ans et passage des prairies en céréales - licenciement du salarié - recherche emploi extérieur	NON
285	Bovins viandes	208	7 600 €	RJ en cours sur la structure pour 80k qui bloque tout projet - besoin d'un bâtiment (exploitation vétuste), pourraient être intéressés par du PV, et de renouvellement matériel	NON
286	Bovins viandes	226	16 234 €	Modification du système pour améliorer l'autonomie alimentaire en réduisant les surfaces en cultures de vente pour augmenter les prairies - limiteront des futurs investissements	NON
287	Ovins	95	9 631 €	Projet d'association avec l'exploitation sur laquelle il est salarié mi-temps (nécessitera un avenant) pour préparer une reprise (exploitation BV 100 vèlages) avec changement de race charolais vers limousin (propos chèque conseil BV) + interrogation sur la conduite de l'atelier ovin pour intensifier - intérêt MAEC	OUI
288	Bovins viandes, Ovins	83	6 420 €	projet PV pour stockage nécessaire - objectif autofinancement de l'AIT - demande MAEC supplémentaire sur la surface non couverte aujourd'hui - projet diminution élevage et augmentation travail extérieur dans les 5 ans	NON
289	Caprins	208	4 147 €	améliorer les performances techniques, en forte baisse avec du temps passé à l'autoconstruction de la chèvrerie - trouver un arrangement avec les créanciers CT pour échelonner les remboursements - suivi RESA	NON

290	Bovins lait	166	15 966 €	Poursuivre les évolutions pour l'autonomie alimentaire et la diminution du coût sur le troupeau - départ en retraite d'un associé et la salariée sous 2-3 ans, organisation à réfléchir - pas de modification sur l'exploitation jusque là	OUI
291	Bovins viandes	67	6 142 €	tendre vers l'autonomie alimentaire au pâturage - souhaiterait agrandir mais pas possible en changement avec la MAEC - avenir de l'élevage pas encourageant - la situation financière sans ICHN sera tendue	NON
292	Bovins viandes	80	8 176 €	Départ retraite du père en 2016 - augmentation du nombre de vêlage et intensification du système de production avec plus d'achats extérieurs pour l'engraissement des réformes ; recherche foncier pour autonomie fourragère et projet d'embauche d'un apprenti - intérêt pour évaluer les marges de manoeuvre sur l'engraissement	OUI
293	Bovins viandes	153	2 914 €	développement du cheptel bovin par croit interne, rythme de croisière prévu pour 2019 - engagement projet Déméter - accompagnement technique sur tous les ateliers - souhaite arriver à l'autoconso sur le troupeau - possibilité développement d'une activité de prestation de services pour compenser l'ICHN - structure déjà en difficulté et encore fragilisée par la perte de l'aide	OUI
294	Bovins viandes	90	4 527 €	Attente de la PAC 2020 pour prendre des décisions : arrêt production BV et conserver les cultures et l'emploi salarié actuel ou arrêt total de l'exploitation et recherche d'un emploi à temps plein	NON
295	Bovins viandes	47	6 470 €	Projet reprise d'une exploitation voisine pour agrandissement avec atelier 63 VL et 100ha + arrêt emploi extérieur et installation de sa compagne - coût rachat total ne passe pas avec la banque (450ke), surtout sans ICHN - étude sans reprise du matériel mais nécessité de s'équiper par ailleurs - Si se fait, diminuera à 30VA naisseur engraisseur (broutards à ce jour) - travail technique en cours avec accompagnement Bovin Croissance par chèque conseil BV - intérêt MAEC selon contraintes	OUI
296	Bovins viandes, Volailles	79	8 176 €	succession suite au décès du mari de l'exploitante récemment terminée - contrat poules poudeuses 12 ans, reste 7 ans - nouvelle MAEC souscrite pour 8ke qui compensera partiellement, réflexion bio à la fin du contrat poules	NON
297	Caprins	51	5 294 €	Pas de modification, départ à la retraite prévu pour 2024 sans repreneur identifié	NON
298	Ovins	82	9 361 €	Pas de possibilité de modification + pb de santé - souhaiteraient avoir des aides pour l'embauche d'un salarié à mi-temps - si pas d'aide en compensation de l'ICHN, arrêt de l'exploitation qui n'est plus viable	NON
299	Bovins viandes	75	5 980 €	L'arrêt de l'ICHN remet en question l'équilibre financier de l'exploitation - projet photovoltaïque pour rénover les bâtiments - si n'aboutit pas ou n'est pas rentable, envisage l'arrêt et reconversion pro	NON
300	Ovins, Volailles	57	7 977 €	développement atelier volaille avec une installation en 2018 (+1800m2) ; système extensif sur l'ovin avec recherche d'autonomie alimentaire, veut travailler sur la technique pour améliorer les performances ; perte ICHN impactera le revenu dispo	OUI
301	Bovins viandes, Caprins	223	8 284 €	Projet transmission et pb de santé qui ne permettent pas de poursuivre l'exploitation à MT - le fils envisage la reprise soit en l'état, soit en arrêtant la production caprine pour diminuer le nombre de salariés, soit l'arrêt des productions animales pour conserver un emploi extérieur	OUI

302	Ovins	112	6 531 €	souhait rénover une grange pour gîte avec photovoltaïque - intérêt MAEC - si pas de soutien à l'élevage, arrêtera l'atelier pour 100% GC -intérêt bio mais inquiet des mauvaises années	OUI
303	Bovins viandes	65	7 378 €	Installation en 2014 en bio, pas de modif possible - projet hangar PV pour stockage - intérêt MAEC si compatible bio - projet à long terme (10 ans) de reprise de la ferme des parents avec son épouse, ne veut pas bloquer ce projet avec des investissements trop important	NON
304	Bovins viandes	92	8 120 €	travail sur les coûts de production pour réaliser des économies de charges à terme. Surface insuffisante et peu de terres cultivables pour l'autonomie alimentaire recherchée ; réflexion engraissement à l'herbe	OUI
305	Bovins viandes, Caprins, Ovins	186	14 986 €	Installation en 2018 avec augmentation de l'atelier caprin, départ retraite d'un associé sous 2 ans - Perspective d'obtention de 30ha de foncier supplémentaire qui permettront d'améliorer l'autonomie fourragère et d'augmenter le nombre de vèlage (projet +15) - intérêt MAEC	NON
306	Bovins viandes, Ovins, Volailles	126	16 074 €	2 départs en retraite sous 3 ans, JA restera seul avec projet arrêt volaille et ovin (en cours) et poursuite BV	OUI
307	Bovins viandes	68	7 376 €	arrêt engraissement et augmentation cheptel pour production de broutards et valoriser en veaux rosés, diversifier les circuits de commercialisation par circuit court (magasin de producteurs), développer la culture de quinoa bio sous contrat, à plus long terme réflexion bâtiment volailles bio	OUI
308	Bovins viandes, Ovins	150	6 076 €	JA en dernière année : successivement diminution aides ovines, arrêt aides au maintien bio puis ICHN => -25000€ d'aide en 2 ans - pas de visibilité - a pu s'agrandir sur du foncier + augmentation brebis de 400 à 600 mais pb MO et pas de marge suffisante pour embaucher : étude dtv BV ou création hors sol pour dégager un revenu supplémentaire et embaucher - intérêt PV dans ce cadre - intérêt pour évolutions techniques sur production si peut améliorer les marges mais demande d'accompagnement - intérêt MAEC en remplacement aide au maintien bio mais trop de contraintes	OUI
309	Bovins viandes	70	8 777 €	Passage en bio en 2020	NON
310	Bovins viandes, Ovins	170	6 541 €	Modification du système de production pour d'adapter aux évolutions sociétales et climatiques => changement de races ; système bio à l'herbe - intérêt chèque bovin viande ; recherche de valorisation par création d'une marque, peut-être commercialisation en circuit court ? - aimerait appui scientifique pour confirmer le bien-fondé de ces évolutions - passage prairies temporaires en permanentes	NON
311	Bovins viandes	94	5 682 €	Evolution vers agriculture de conservation sur les cultures pour améliorer les marges + réflexion diversification chènes truffiers ou noisetiers - Labellisation en cours sur BV + travail coût de production (propos chèque conseil BV)	OUI
312	Caprins, Ovins	48	6 111 €	Améliorer les résultats techniques et évoluer vers une agriculture de conservation, poursuite du réaménagement des bâtiments - intérêt MAEC	OUI
313	Bovins viandes	164	16 095 €	Pas de décision prise mais ouverts à tout élément de réflexion : nouvelle MAEC, énergie renouvelable, conversion AB, circuits courts ...	OUI

314	Bovins viandes	201	8 176 €	Remise en cause de l'équilibre financier, déjà tendu : prairies en zones sensibles non labourables, poursuite élevage - intérêt pour conversion bio : prise de contact faite pour étude	NON
315	Bovins viandes, Ovins	173	16 289 €	Construction bâtiment PV en cours + projet agrandissement stabulation, éventuellement avec PV - objectif tout rassembler sur un site et améliorer le bien-être animal et les conditions de travail - difficultés de trésorerie, souhaitent travailler sur les marges - intérêt bio si valorisation en ovin	OUI
316	Bovins viandes, Volailles	127	8 868 €	pas de modification, travail sur les charges et tentent de valoriser au mieux faciliter le drainage des parcelles pour sortie d'animaux et améliorer le potentiel agronomique; intérêt MAEC ; développement de la production si installation du fils, nécessitera des investissements => possibilité aides majorées pour les sortants ?	NON
317	Bovins lait	107	12 809 €	Installation en 2019 avec reprise d'une exploitation voisine foncier et bâtiments - amélioration de l'autonomie alimentaire pour réduire les achats extérieurs et limiter les risques en manque de fourrage - augmentation cheptel +10 VA - développement vente directe en caissettes avec la clientèle de l'exploitation reprise - recherche valorisation avec vente reproducteurs - extensification permet d'envisager une MAEC	OUI
318	Bovins viandes, Ovins	138	12 924 €	étude dvt vente directe (étude de marché prévue) + modification assolement pour tendre vers l'autonomie alimentaire et la production de protéines	OUI
319	Bovins viandes	209	8 546 €	Baisse rapide des annuités va permettre de retrouver du revenu mais la perte de l'ICHN bloque toute perspective d'investissement - pas de possibilité d'agrandissement et bâtiments vieillissants, peu fonctionnels : n'investiront pas sans reprise à 10 ans de la retraite - étude projet PV qui n'a pas abouti (coût terrassement) - le fils envisage de s'installer avec développement atelier ovin mais manque de visibilité sur les marchés et l'évolution des aides - intérêt MAEC mais inquiétude paiement après expérience 2015-2016	OUI
320	Bovins viandes, Ovins	120	15 127 €	Départ à la retraite en 2021 pour l'un des associés et 2023 pour l'autre. Décapitalisation du troupeau, reprise des terres par leur fille qui s'installera dans la structure de son conjoint (exploitation BV) et conservera un emploi extérieur - intérêt MAEC pour compenser l'ICHN sur les années restantes	NON
321	Bovins viandes	112	11 477 €	Manque de MO mais pas de revenu suffisant pour un salarié : ont recours à des apprentis - installation éolienne à l'étude - projet de développement avec installation sous 3-4 ans, agrandissement troupeau, intérêt PV mais inquiet de l'encours généré - intensification : augmentation grandes cultures irriguées et diminution prairies	OUI
322	Bovins viandes	157	5 296 €	La perte de l'ICHN ne mettra pas la structure en difficulté mais vient impacter le revenu, déjà aléatoire - projet immédiat de modernisation des bâtiments d'élevage pour les génisses, éventuellement avec PV - intérêt pour mécanisation pour dégager un revenu supplémentaire - réflexion sur la production, notamment grandes cultures => trouver de nouveaux débouchés ou de nouvelles filières pour une meilleure rémunération ou développer l'autoconsommation en développant la production de protéine - intérêt accompagnement - ont étudié MAEC (actuellement 1ha MAEC ornithologique) mais trop compliqué à mettre en place dans le système	OUI
323	Bovins lait	148	5 786 €		OUI

324	Bovins viandes, Caprins	111	13 421 €	pas de modification car proche de la retraite ; recherche de reprendre : stage en cours à la Chambre	NON
325	Bovins viandes, Bovins viandes	84	8 953 €	Projet d'installation du fils avec reprise d'une structure voisine qui pourrait être remis en cause par la perte de l'ICHN et la fin de la MAEC sans certitude de renouvellement, étude à la location pour diminuer le coût - trop d'écart entre la valeur des capitaux et la rentabilité des productions - Si projet aboutit augmentation du cheptel à 115 VA et création d'un atelier culture, sinon départ retraite des parents à terme sans reprise	OUI
326	Bovins viandes, Ovins	150	16 141 €	Le montant d'ICHN perdu correspond au disponible pour les prélèvements des exploitants. Il n'y a pas de compensation possible sur le système actuel avec de très bons résultats et MAEC en cours - intérêt valorisation bœuf plein air par label intermédiaire sans devoir passer en bio (pas de valorisation en viande, retard des aides et risque avec une surface insuffisante par rapport au troupeau) - réflexion arrêt bœuf 3 ans pour passer en broulard => voir chèque conseil BV pour comparer les systèmes - projet dtv avec installation bâtiment volailles hors-sol et réduction des troupeaux bovins et ovins pour adapter à la surface disponible et pouvoir gérer 100% autoconso - projet PV pour stockage et intérêt sur bâtiments existants - Intérêt AUDIT - renouvèleront la MAEC si possibilité	OUI
327	Ovins	65	6 200 €	intérêt MAEC et énergies renouvelables - Mme a une exploitation volailles hors-sol - espère dégager un revenu en 2021 avec l'arrêt de nombreux prêts - diminution de l'activité tonte car trop de temps au détriment de l'exploitation - réflexion circuits courts non retenu à cause de la MO et des investissements nécessaires	NON
328	Bovins viandes	203	16 352 €	intéressé nouvelle MAEC si compatible avec l'existante - pas de modification, le gérant prépare sa retraite, son épouse poursuivrait l'exploitation - ICHN impactera directement le revenu disponible	NON
329	Bovins viandes, Ovins	116	13 158 €	Réduction des intrants pour limiter les charges - construction bâtiment PV	NON
330	Bovins viandes, Ovins	153	15 215 €	L'arrêt de l'ICHN impactera le revenu disponible. Retraite d'un des associés dans les années à venir qui serait remplacé par le frère du deuxième associé, actuellement salarié de l'exploitation - projet hangar à fourrage - intérêt MAEC herbagère	NON
331	Bovins viandes, Veaux de boucherie	158	13 917 €	intérêt MAEC pour 2019 - un associé va partir travailler à l'extérieur - réflexion pour limiter les charges - étude PV mais raccordement trop onéreux, pas de rentabilité	NON
332	Caprins, Volailles	82	8 443 €	Difficultés suite perte de 20ha et investissement récent salle de traite - développement atelier existant : agrandissement volailles et chèvres + développement transformation et VD	OUI
333	Bovins viandes	119	6 541 €	perte ICHN impactera les revenus disponibles - diminution cheptel au profit des cultures - projet bâtiment PV remis en raison de la conjoncture - intérêt MAEC	NON
334	Bovins viandes, Ovins	106	9 164 €	Installation en 2016 : la perte de l'ICHN remet en cause les investissements prévus au PE (modernisation des bâtiments) - Pas de modification sur la conduite des productions, intérêt MAEC	OUI
335	Bovins lait, Volailles	59	6 044 €	Extension avec installation de la sœur du gérant en remplacement de son père avec reprise d'une autre exploitation : agrandissement volaille et GC - réno à prévoir, ne veut pas de PV sur élevage - aimerait pouvoir bénéficier PCAE sur réno et plus de valorisation des aménagements bien-être animal	NON

336	Bovins viandes	245	6 940 €	2 structures : fort développement de la SARL grâce au méthaneur voisin - projet installation du frère, recherche exploitation - projet développement cultures avec méthaneurs - bâtiment prévu, PV à étudier - projet transfo/VD si la sœur revenait sur l'exploitation - travail sur techniques de production, sécuriser la plus-value par contractualisation et baisser les charges	NON
337	Bovins viandes, Ovins	160	13 521 €	Pas de développement possible : capacité max bâtiment/MO/prod aliment. La perte de l'ICHN viendra impacter le revenu ; peu de PP avec revenu extérieur mais permettait une modernisation progressive de l'exploitation en autofinancement ; intérêt MAEC si en lien avec le système - réflexion bio mais retard aides et pas de valorisation en viande - aimerait plus de prise en compte de la pénibilité (confort et sécurité au travail) ; contrainte zone classée	NON
338	Bovins viandes	268	13 304 €	L'arrêt de l'ICHN remet en question l'équilibre financier du GAEC - arrêt des investissements - décapitalisation sur les bovins à partir de 2020 pour payer les prêts	NON
339	Bovins viandes	185	16 352 €	Installation en 2016 sur un projet intégrant l'ICHN. Sans ICHN, le projet n'est plus à l'équilibre et nécessite d'être revu - allongement des durées de remboursement avancée	OUI
340	Bovins viandes, Ovins	110	8 031 €	Mme recherche un travail extérieur - arrêt atelier ovin, intensification bovin, augmentation surfaces cultures de vente si pas d'aide au maintien d'un élevage extensif - intérêt MAEC	OUI
341	Ovins	35	4 178 €	dt ferme pédagogique (difficulté peu d'aide sur les petits projets) + intérêt bio si la coop décide effectivement de développer une filière agneaux bio	NON
342	Bovins viandes	113	11 274 €	La perte de l'ICHN impacte le revenu disponible - actuellement vente en vaches maigres, réflexion engraissement avec autoconso pour compenser la perte de l'aide mais difficulté de la charge de travail qui rend compliquée une augmentation d'activité - résultat économique ne permet pas d'envisager une embauche	OUI
343	Bovins viandes, Caprins	176	20 322 €	Modification du projet installation (120 BV et 250 chèvres => 90BV et 300 chèvres) en raison de la conjoncture - Installation récente, pas de possibilité de compenser la perte de l'ICHN qui impactera directement le revenu - limiteront les investissements (prévoyait de moderniser l'exploitation mais verront plus tard) et le renouvellement du matériel, ainsi que les achats extérieurs en développant l'autoconsommation - on déjà eu un projet PV avec porteur qui n'a pas abouti, trouvent l'investissement trop lourd en direct - MAEC trop contraignant - souhaiteraient embaucher mais résultats insuffisants + trop de formation et d'administratif (expérience avec le fils)	NON
344	Bovins viandes	119	6 193 €	Diminution cheptel car proche de la retraite sans repreneur pour alléger la charge de travail et adapter la taille du troupeau à la place des bâtiments- recherche repreneur - souscription MAEC système en 2018 +12k par rapport à l'ancienne MAEC, compense l'ICHN - difficulté à se projeter sur des investissements sans suite identifiée	NON
345	Bovins viandes	185	6 638 €	Important projet réalisé en 2018 avec construction d'un nouveau bâtiment pour 400k€ pour regrouper les bovins sur un site- réorganisation de l'assolement pour réduire les cultures de vente et augmenter les surfaces fourragères pour améliorer l'autosuffisance fourragère + mise en place d'un pâturage tournant dynamique avec suivi technique - avec changement éligible MAEC système	OUI

346	Bovins viandes, Volailles	130	16 189 €	<p>construction d'un nouveau bâtiment volaille en cours (1200m2) - départ en retraite de 2 associés sous 2 et 5 ans - dtm de la volaille devrait compenser l'ICHN mais avec une charge supplémentaire et une baisse de rentabilité de l'atelier BV - Foncier ne laisse pas d'autres perspectives que l'élevage - Questionnement sur la transmission et la pérennité de l'élevage BV qui nécessiterait des investissements sur les bâtiments notamment</p>	OUI
347	Ovins, Volailles	76	5 797 €	<p>Extension bergerie en 2018-2019 - Projet développement d'un atelier d'engraissement génisses pour valoriser les pâturages avec construction bâtiment PV stockage et stabu BV en cours</p>	OUI
348	Bovins viandes	115	8 176 €	<p>Arrêt lait et développement bovins viandes suite à reprise en 2016 (décès du père) - projet 75 vélagés, poussera à 100 vélagés - compenser l'ICHN en augmentant le volume produit mais augmente aussi la charge de travail sans gain supplémentaire - étudiera possibilités MAEC suivant cahier des charges</p>	OUI
349	Bovins viandes, Bovins lait	160	15 662 €	<p>intérêt solution pré-retraite, compte sur la baisse des AIT pour compenser, intérêt portage bâtiment PV car besoin de plus de place pour les animaux - projet d'installation du fils mais inquiétude face aux incertitudes sur la conjoncture et le devenir de la PAC</p>	OUI
350	Bovins lait	110	11 417 €	<p>installation du fils en cours avec création atelier ovin - intérêt label HVE - projet métha dans la commune voisine, intérêt pour apport - pb sanitaire sur troupeau laitier en amélioration</p>	NON
351	Bovins viandes	164	12 448 €	<p>Remonter le troupeau à 130 VA et travailler sur les résultats techniques ; installation d'un fils sur une exploitation laitière voisine : fusion potentielle à MT avec conversion bio du lait ; commercialisation par un groupe d'agri bio en direct à Rungis - souhaiterait plus de lobbying des syndicats pour mettre en avant la production française - intérêt PV sur bâtiments existants</p>	OUI
352	Bovins viandes, Caprins	114	6 186 €	<p>Diminution troupeau BV à 20 VA, réflexion sur arrêt complet mais plus de valorisation des prairies naturelles - Travail sur le troupeau caprin pour améliorer les résultats</p>	NON
353	Bovins viandes, Ovins	142	17 733 €	<p>Réflexion arrêt bovin et augmentation ovin + préparation retraite pour Roland</p>	OUI
354	Bovins viandes	35	3 830 €	<p>travail extérieur pour compenser : installation en 2017 basée sur les aides existantes - chercher de la surface pour agrandissement - développer VD et transformation</p>	OUI
355	Bovins viandes, Volailles	60	4 264 €	<p>Installation en 2017 - activité volaille avec abattage - projet d'augmentation des volumes qui nécessitera des investissements pour 10-15ke + développement vente directe</p>	OUI
356	Bovins viandes, Ovins	78	6 461 €	<p>Projet d'automatisation de l'alimentation des agneaux - intéressés par préretraite ou dissolution GAEC et recherche travail extérieur pour Mme - intérêt MAEC et photovoltaïque</p>	NON
357	Bovins viandes, Caprins	368	19 444 €	<p>Intérêt MAEC (Cebron) - départ en retraite d'un salarié : difficultés à faire face aux charges salariales pour envisager un remplacement - création GAEC récente par regroupement de 2 structures - intérêt vente directe à MT sur la partie BV</p>	OUI
358	Bovins lait	97	5 257 €	<p>Recherche d'autonomie fourragère et maximisation de la production/vache, nécessiterait un agrandissement de surface - sortie d'un associé non remplacé en 2017</p>	OUI

359	Bovins viandes	173	8 311 €	L'ICHN représente la moitié du revenu de l'exploitant - Terres de marais à faible potentiel en fermage, conservées pour l'ICHN, seront abandonnées - diminution du cheptel BV et augmentation des surfaces en grandes cultures	NON
360	Bovins viandes, Caprins	175	16 703 €	Fils salarié sur la structure avec projet d'installation différé étant donné les difficultés aggravées par la perte de l'ICHN, résultats techniques à améliorer - intérêt MAEC pour maintien et entretien des haies	OUI
361	Bovins lait	435	13 724 €	agrandissement atelier existant à 155 VL par croit interne + développement nouvel atelier canard + diversification énergies renouvelables avec projet PV et méthaniseur individuel pour répondre à la problématique de stockage des effluents - 2 installations JA et un départ à la retraite en 2019 - A plus long terme, la nouvelle génération aimerait développer la transformation et vente directe sur l'exploitation - attendent de l'aide sur les mises aux normes et de l'accompagnement dans les projets innovants	OUI
362	Caprins	89	6 501 €	Pas de modification de production : limiter les investissements jusqu'à la retraite (10 ans) - exploitation qui ne sera pas transmissible - besoin MO supplémentaire mais salaire + charges trop élevés - intérêt MAEC pour valoriser les haies mais selon contraintes pour ne pas créer de nouvelles charges - intérêt pré-retraite si la santé ne permet pas d'arriver au bout	NON
363	Bovins viandes	100	6 541 €	Abandon projet initial d'agrandissement de l'installation cause rapport investissement/rentabilité sans ICHN - travail sur l'évolution du troupeau pour améliorer la génétique, valoriser une partie en reproducteurs, concours - intérêt MAEC - refus PV sur les animaux car inquiétude sur l'impact - départ retraite d'un associé sous 3 ans : rachat PS et remboursement CCA conséquents à prévoir, pas de remplacement - à long terme projet d'installation de la compagnie du JA sur atelier hors sol	OUI
364	Bovins viandes, Ovins	190	15 432 €	Installation en 2017 avec prise en compte de 15ke d'ICHN qui couvrait l'AIT du nouveau bâtiment d'élevage (sans PV car inquiétude impact sur animaux) : remise en cause de la viabilité - agrandissement +30VA et +200 brebis - reprise 30ha (achat) prévus dans l'installation - achat de 120 brebis supplémentaires pour compenser la perte de l'ICHN et reprise 40ha en fermage mais problématique de la charge de travail : besoin d'un salarié mais pas de capacité financière + départ retraite du père dans 4 ans - Evolutions techniques sur engraissement taurillons - intérêt MAEC mais pas de possibilité sur le secteur ; projet bâtiment PV accordé pour stockage Intérêt futures possibilités MAEC	OUI
365	Bovins viandes	67	12 460 €	La production bovine n'est pas optimisée : changement de race en cours + réflexion sur la mise en place d'engraissement - approche chèque conseil bovin ; réflexion pour le développement de chambre d'hôte ; projet conversion AB à l'échéance de la MAEC ; formation à réaliser ; intérêt pour autre type de MAEC, notamment valorisation des haies. Projet éolien sur le secteur : intérêt de l'exploitant	OUI
366	Bovins viandes	126	6 811 €	arrêt d'activité d'ici 4 ans, pas de repreneur identifié, exploitation en rythme de croisière, pas de modif	NON
367	Ovins	102	8 080 €	augmentation du troupeau à 500 brebis mais inquiétude sur la charge de travail - renouvellement matériel et achat foncier à prévoir - difficulté avec le voisinage, gêné par la présence de l'élevage et avec des chiens qui viennent courir après les moutons	OUI

368	Bovins lait	107	7 375 €	Travail technique pour améliorer la rentabilité des ateliers et arriver au bout des emprunts - mme travaille à l'extérieur depuis 2014 étant donné les résultats dégagés ce qui entraîne des difficultés de main d'oeuvre - plan d'apurement mis en place avec la coop - poursuite jusqu'à la retraite en comptant sur la fin des emprunts pour dégager un revenu - projet éolien sur la commune qui pourrait compenser l'ICHN	NON
369	Bovins viandes, Caprins, Ovins	96	6 530 €	Projet départ en retraite en 2022 et transmission au fils avec recherche d'un associé (en cours par le biais de l'apprentissage) - plan de redressement en cours à échéance en 2022 - poursuite de la recherche d'autonomie alimentaire et évolutions techniques sur les cultures pour limiter le travail du sol et les intrants - intérêt MAEC en adéquation avec le système	OUI